

SOLIDARITÉ

AVEC LES

MIGRANTS

CONTRE UN

MONDE BARBARE



REUTERS/MADIP CELIKCAN

Dossier

**OCTOBRE 1917,
UNE RÉVOLUTION
CULTURELLE** Pages 6 et 7

ÉDITO

Le retour du roi?
Page 2

PREMIER PLAN

**Climat. One planet summit:
la finance est reine**
Page 3



ACTU SOCIALE

Grève du nettoyage: vaincre des géants comme ONET et la SNCF, c'est possible! Page 9

LIBRE EXPRESSION

Souscription du NPA: une seule bonne raison de donner!
Page 12



Par CAMILLE JOUVE

Le retour du roi ?

Après les ors de la république auxquels nous ont habitués nos institutions, sont revenus les ors de la monarchie. Pour son anniversaire, Macron ne s'est offert rien de moins qu'une soirée privée dans le château de Chambord, où il a pu recevoir, tel un François I^{er}, « Prince des arts et des lettres », des invités triés sur le volet.

Dans la même logique, le président s'est alloué une séance de communication en monarchie. Dimanche, sur la télévision publique, il a reçu le courtisan Laurent Delahousse pour une « marche » à travers le palais de l'Élysée. Un exercice dans lequel Delahousse a excellé dans le rôle du laquais.

Il faut dire que Macron affectionne tout particulièrement d'apparaître en Majesté. C'est au Louvre qu'il a fêté sa victoire, c'est à Versailles qu'il a présenté un discours de politique générale devant les deux chambres réunies et c'est aussi dans ce même lieu, symbole de la monarchie absolue, qu'il a accueilli Vladimir Poutine en grande pompe.

À quand un lit de justice à l'assemblée où, tel les monarques absolus, le président pourrait, symboliquement allongé sur un lit, faire enregistrer ses édits et ses ordonnances ?

Ces rappels réguliers à la figure royale pourraient seulement nous paraître risibles s'ils ne s'inscrivaient pas dans une période de reculs de nos droits et de nos libertés. Car derrière la mise en scène, il y a un projet politique.

Et ce n'est rien de moins qu'une noblesse dotée de privilèges exorbitants que le président est en train de renforcer. Les déclarations d'une députée LREM, condamnée avec son salaire de 5000 euros à « manger plus de pâtes », en plus du mépris de classe, montrent la déconnexion totale avec la réalité sociale de la population. De là à penser que lorsque qu'on n'a plus de pain, on n'a qu'à manger de la brioche il n'y a qu'un pas... Les dernières élections ont toutes montré la désaffection de la population pour la classe politique, et la victoire de Macron est en partie le résultat de cette crise de représentativité. Non conscient de ce problème de légitimité, Macron impose sa politique antisociale et imagine se donner une stature en recourant à la figure monarchique. Or, celle-ci est à double tranchant : Macron ne devrait pas oublier que les rois ça se renverse et que, parfois même, ils peuvent perdre la tête.

À la Une

Solidarité avec les migrantEs, contre un monde barbare

Il faudra plus qu'une manifestation à Menton, à Calais ou au col de l'Echelle pour mettre un terme à cette barbarie des temps « modernes » qu'est le sort réservé aux migrantEs et réfugiéEs. Mais l'histoire nous a appris que c'est par les résistances qui s'organisent, qui s'alimentent les unes les autres, qui convergent, que l'on construit les mouvements émancipateurs, et les victoires contre les injustices et la barbarie.

Alors, réjouissons-nous, mais avec modestie, car le chemin est encore long pour que nous puissions imposer au sein d'une Europe grenée par les nationalismes, le racisme et les fantasmes d'« envahissement », une issue tout simplement humaine à l'accueil des migrantEs et réfugiéEs qui crèvent – littéralement – de froid et d'épuisement à nos frontières, des mauvais traitements dans les prisons libyennes ou noyés en Méditerranée.

Une belle manifestation

Rectifions tout d'abord le nombre de manifestantEs annoncé par les médias. Non, nous n'étions pas 500 le 16 décembre, mais le double. Nous avons pris soin d'effectuer un comptage sérieux à la frontière italienne : plus de 1000 personnes. Mais n'en tenons pas rigueur au journaliste qui, au moins, s'était déplacé pour couvrir l'événement. Nous n'étions pas les bienvenus à Menton : deux jours avant la manifestation, une affiche odieuse, digne d'un Robert Ménard, fustigeait un « rassemblement de casseurs d'extrême gauche en soutien aux clandestins ». Le seul incident à mentionner est venu de l'extrême droite locale (FN) qui, à mi-parcours, se sentant protégée par la très forte présence policière, a exhibé une pancarte haineuse anti-migrantEs pour faire dégénérer la manifestation. Premier arrêt du cortège : la gare frontière de Menton-Garavan, dénoncée par l'association Roya citoyenne comme centre de rétention clandestin, d'où chaque jour des migrantEs, y compris des enfants, sont renvoyéEs en Italie sans même avoir pu faire valoir leur droit à l'asile. Un responsable régional

de la CGT cheminots a dénoncé le sale boulot de collaboration que tentent de leur faire jouer les flics expulseurs, et témoigné des morts de migrantEs, renversés par des trains en empruntant la voie ferrée, ou électrocutés alors qu'ils se cachent dans des locaux techniques pour échapper aux contrôles. Plusieurs réfugiéEs africains ont pris la parole : des témoignages poignants et accablants pour les autorités ! Une plaque a ensuite été posée « en mémoire de tous les

nationale, protégés derrière une barrière de grilles, le poste-frontière fermé pendant plusieurs heures ne pouvait mieux concrétiser l'urgence de notre slogan « de l'air, de l'air, ouvrez les frontières ».

Notre camarade Philippe Poutou, seul représentant politique national à la manifestation, et visiblement heureux d'être là, a réaffirmé l'engagement du NPA au côté des migrantEs, et la mobilisation de notre parti pour rendre possible cette manifestation.



© NPA

migrantEs tuéEs par cette frontière à la recherche d'un refuge sur le chemin de l'exil ».

VenuEs de Lyon, Grenoble, Annecy, Chambéry, Valence, Romans, Montpellier, Avignon, Strasbourg, Rouen, Le Havre ou Paris, militantEs antiracistes, antifascistes, collectifs de sans-papiers (notamment la CSP 75 et son cortège très dynamique), les manifestantEs se sont ensuite dirigés vers la frontière. Gardé comme un coffre-fort par les flics de la PAF et la gendarmerie

Ce n'est qu'un début : objectif 17 mars

Plus de 150 organisations, associations et comités locaux ont soutenu l'appel à manifester le 16 décembre à Menton. Cette mobilisation « à la base » démontre que, loin d'attendre des consignes venues « d'en haut », des milliers d'activistes sont prêts à (se) mobiliser, à prendre des initiatives, à rompre avec le « silence des pantoufles » que voudraient nous imposer Macron et les dirigeants européens.

Pour que cette belle initiative ne reste pas sans lendemain, il nous faut dès aujourd'hui trouver d'autres échéances de mobilisation. Localement, en multipliant les actions de soutien aux migrantEs, comme à Nantes (voir page 8), à Lyon, à Villars-les-Dombes (voir page 8), à Ouistreham (page 10) ou à Paris : dans les universités, aux portes des prétendus centres « d'accueil », devant les sinistres camps de rétention...

À l'heure où les fascistes entrent au gouvernement autrichien, où les émules de Mussolini font leur réapparition en Italie et se livrent à des ratonnades, où les nostalgiques du franquisme participent activement à la répression du mouvement indépendantiste catalan, où l'air est devenu irrespirable pour les Africains en Pologne, au moment même où Macron prépare pour avril une réforme de l'immigration visant à renforcer les expulsions d'étrangers et à rallonger la durée des rétentions, nous devons nous emparer du 17 mars, journée internationale contre le racisme et le fascisme, avec nos camarades antifascistes et antiracistes au niveau européen pour sonner l'heure de la riposte. Contre l'Europe des frontières et des camps de rétention ! Contre les guerres impérialistes ! Contre le retour de l'esclavage et la complicité des gouvernements européens, notamment français ! Pour la fermeture des centres de rétention ! Pour la protection immédiate et sans condition des mineurEs, ou supposés tels, accompagnés ou non ! Pour la régularisation de tous les sans-papiers ! Pour l'ouverture immédiate des frontières, la liberté de circulation et d'installation !

Alain Pojolat

CLIMAT

One planet summit : la finance est reine

Mardi 12 décembre, sur l'île Seguin, sur la Seine, haut lieu de l'industrie automobile jusqu'en 1992 et des luttes ouvrières, s'est réuni, à l'initiative de Macron, un sommet mondial de « ceux qui comptent » : une soixantaine de chefs d'État ou de gouvernement, des porte-parole de multinationales, d'institutions publiques ou philanthropiques.

L'entre-soi habituel des « décideurs ». Une coproduction de la Banque mondiale et de l'ONU, des stars-paillettes pour faire le show, Bill Gates, Sean Penn, Arnold Schwarzenegger, Macron en maître de cérémonie et un thème central : « la finance verte ». Le spectacle pouvait commencer.

Une lucidité de façade...

Venant deux ans après l'« Accord de Paris », quelques semaines après la

COP23 de Bonn, ce sommet se voulait une « réunion de chantier ». Un sacré chantier en effet après la sortie des États-Unis de l'accord ! Macron s'est présenté plus que jamais en bâtisseur d'un monde nouveau car « il est plus que temps ». Il a d'abord pris soin d'afficher une prise en compte réaliste d'une situation dramatique : « on est en train de perdre la bataille, nous allons vers + 3°C, + 3,5°C de réchauffement », alors que l'accord de Paris s'était bâti sur

l'objectif de + 2°C maximum (sans aucune mesure contraignante). Sur ce versant de l'argumentation, il a été bien secondé par Nicolas Hulot, deuxième ministre le plus fortuné du gouvernement : « les énergies fossiles ne sont plus la solution, elles sont devenues le problème » ; « quand on se fixe un objectif, un gouvernement ne peut revenir sur ses engagements ». Incroyable aplomb de celui qui vient de renier son faible engagement pris sur la réduction du nucléaire...

... mais vite, retour au « pragmatisme »

Mais après ces déclarations d'intention, le « pragmatisme » a repris le dessus et, si les annonces se sont multipliées, on a eu surtout l'impression d'assister à un concours de com'. Avec AXA, tout d'abord, qui annonce son désinvestissement massif du charbon. Tout comme HSBC, cette banque pourtant sous les feux des projecteurs à l'occasion de ses exploits récents en matière d'évasion fiscale. Le Crédit Agricole est aussi de la partie. Société Générale et Natixis annoncent l'arrêt des financements d'opérations pétrolières dans le Grand Nord. Comme au Téléthon, ça grimpe, ça grimpe, mais en milliards d'euros... On s'embrasse ! Le

BIEN DIT

Le contrôle dans les hôtels sociaux va casser ce lien de confiance établi avec des populations en difficulté dans ces lieux sanctuarisés. Je reste très dubitatif sur les résultats, car les gens auront peur de nous et on risque de renvoyer à la rue des personnes qu'on avait sorties.

BRUNO MOREL, directeur d'Emmaüs Solidarité, lemonde.fr, 16 décembre 2017.

Un monde à changer

INÉGALITÉS: L'EXPLOSION. Une centaine d'économistes de tous pays viennent de publier un rapport sur les inégalités sociales mondiales. Le document étudie, sur la période 1980-2016, l'évolution des revenus et des fortunes, et montre une explosion des inégalités. Les 1% les plus riches du monde ont récupéré 27% de la croissance depuis le début des années 1980; les 50% les plus pauvres n'ont eu droit qu'à 12%. Autrement dit, pour chaque tranche de 100 euros supplémentaires produits depuis 1980, les 1% les plus riches se sont octroyés 27 euros, tandis que les 50% du bas (qui, eux, ont travaillé pour produire cette richesse supplémentaire) n'ont eu droit qu'à 12 euros en moyenne (certains n'ont rien eu du tout). Les 1% les plus riches possèdent 33% du patrimoine dans le monde aujourd'hui, contre 28% en 1980. Ils accaparent 20% des revenus dans le monde aujourd'hui, contre 16% en 1980. Les inégalités ont progressé partout dans le monde, mais pas au même rythme. Les 10% les plus riches en Europe de l'Ouest concentrent 37% des revenus en 2016. Les 10% les plus riches concentrent 47% des revenus en Amérique du Nord et 61% au Moyen-Orient.

En France, le revenu moyen des 1% les plus riches a progressé de 98% en vingt ans. Les 1% les plus riches possédaient 23% du patrimoine total des ménages en 2013 contre 16% en 1982. C'est à partir de 1983 que les inégalités ont commencé à augmenter de façon spectaculaire en France: les salaires sont comprimés et les allègements d'impôts pour les revenus les plus élevés prennent de l'ampleur. 1983, c'est le « tournant vers la rigueur » de Mitterrand et des socialistes, qui se rallient ouvertement aux intérêts du capital. Les gouvernements successifs vont continuer sur cette lancée, et la politique de Macron ne peut qu'accroître la tendance. Selon une étude de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), les 10% des Français les plus aisés vont concentrer 46% des baisses d'impôts prévues sur le quinquennat. Et parmi eux ce sont les « 1% » qui devraient être particulièrement choyés. Derrière ces inégalités, il y a un système économique reposant sur l'exploitation du travail: c'est bien lui qu'il faut combattre, pour que le sort de la majorité de la population ne repose plus sur les décisions d'une minorité qui met les politiques à son service.

SERVICE PUBLIC AUDIOVISUEL **La révolte gronde à France Télévisions**

Mercredi 13 décembre, une grève de 24 heures a touché le groupe France Télévisions, au lendemain du vote, par les journalistes des rédactions nationales, d'une motion de défiance contre Delphine Ernotte, présidente du groupe. L'expression la plus récente d'un mouvement de fond qui touche l'ensemble de l'audiovisuel public, victime de l'austérité et d'un management agressif.

Le 12 décembre, une motion de défiance était adoptée, par 84% des voix, contre Delphine Ernotte. Une façon de signifier un refus clair des projets de « réforme » à l'œuvre à France Télévisions, élaborés – une fois de plus – au nom des sacro-saintes « économies ». Le gouvernement a en effet exigé une baisse de 50 millions d'euros du budget de France Télévisions, après avoir déjà signé avec la direction du groupe un contrat d'objectifs et de moyens qui prévoit la suppression de 500 postes d'ici à 2020, dont 180 en 2018.

Logiques de rentabilité

Fin novembre, les annonces d'importantes suppressions de postes à « Envoyé spécial » et « Complément d'enquête » avaient suscité une mobilisation qui avaient contraint la direction à annoncer qu'elle reculait, sans pour autant donner de véritables garanties. Car l'information (et a fortiori l'investigation), qui coûtent plus cher et sont moins « rentables » que les divertissements, demeurent dans

la ligne de mire de Delphine Ernotte. Ce qui a fait déclarer à Clément Le Goff, président de la très modérée Société des journalistes de France 2, cité par *le Figaro*: « Les équipes ne seront plus en mesure de proposer une information de qualité, digne du service public, indépendante et vérifiée. Distraire fait partie de nos missions de service public, mais nous estimons qu'offrir une information rigoureuse et de qualité passe avant. »

Management agressif

Quelques jours après la grève, c'était au tour des salariéEs du service des sports d'adresser une motion à la présidente Ernotte: « Depuis de longs mois maintenant, nous (...) vivons au rythme d'annonces et de numéros non démenties qui augurent d'un affaiblissement significatif, historique de notre activité et de la place du service public de l'audiovisuel dans le sport. » Car au-delà des suppressions de

postes et des baisses de crédits, c'est le management même de Delphine Ernotte qui est contesté: on reproche ainsi à celle qui a été nommée en 2015, dans des conditions plus que douteuses (copinage et clientélisme), de ne rien connaître à la télévision et au journalisme, et de faire preuve de mépris et d'autoritarisme. Souvenons-nous que Delphine Ernotte a fait toute sa carrière à France Télécom/Orange et qu'elle était directrice générale du groupe lors des « vagues » de suicides du début des années 2010...

L'information et la culture ne sont pas des marchandises

La politique du gouvernement et de ses relais à France TV est à l'image du projet plus global de la start-up Macron: réduction des dépenses publiques, priorité à la com' au détriment de l'information, précarisation généralisée et pression sur les salariéEs... Au-delà de France TV, c'est l'ensemble du service public de l'audiovisuel (y compris Radio France), déjà considérablement attaqué par les gouvernements précédents, qui est visé.

Loin de nous l'idée de défendre l'audiovisuel public sans formuler de critiques à l'égard de certains de ses contenus et de ses journalistes vedettes. Mais l'on ne peut rester passif face à la destruction en cours: l'urgence est à la refondation et à l'extension du service public de l'information et de la culture. Ce service public devra être totalement libéré des logiques mercantiles, respectueux des droits des salariéEs et de l'indépendance des journalistes. **Julien Salingue**



groupe Engie aussi veut être sur la photo, on se pousse un peu, voilà... C'est finalement Bloomberg, l'ex-maire de New York, qui mettra un terme à l'euphorie qui aurait pu gagner un spectateur un peu naïf: « L'initiative volontaire c'est toujours mieux que la législation ». Douche froide. « La finance est essentielle. La finance n'est pas l'ennemi ». Et, de fait, tout ici n'est qu'annonce, affichage. Aucune contrainte. Opacité maximale. Missionné par le G20, Bloomberg avait la mission « d'inciter les entreprises » à jouer franc-jeu avec les financeurs... Degré zéro de la démocratie.

« Green business is good business » ?

Le chaos écologique de la planète n'est pas une affaire simple. Ni pour les peuples évidemment ni même pour les grands groupes capitalistes. Ils vont sans aucun doute tout faire

pour retomber sur leurs pieds, mais cela ne se fera pas sans peine. Ainsi, dans l'immédiat, ils poursuivent

leurs affaires carbonées allègrement, loin des grand-messes médiatiques. L'économie mondiale continue de

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE



consacrer beaucoup plus d'argent aux énergies fossiles qu'aux actions d'économie d'énergie et aux renouvelables. Et ça crache le CO₂ comme jamais... 250 milliards d'euros ont été investis dans le charbon depuis la COP21 par les 120 plus grosses entreprises du secteur, annoncent les Amis de la Terre France. Attac indique même que les investissements dans les énergies renouvelables ont baissé de 23% en 2016. La messe est dite...

Seules des solutions radicales passant par une véritable remise en cause du mode de production seront à la hauteur des enjeux. La planète n'en peut plus, les populations les plus exposées non plus... 2018 verra la création d'un site « One Planet ». Alors, une seule humanité? Évidemment! Avec l'impératif absolu d'hospitalité: ouvrons les frontières! **Commission nationale écologie**

Le chiffre

483 Depuis le début de l'année 2017, plus de 483 personnes ont été pendues en Iran. Selon le régime, la plupart auraient été condamnées pour trafic de drogue. Mais plusieurs exécutions ont concerné des militants des droits humains. Par ailleurs, les mauvais traitements et les conditions d'incarcération mettent des détenus en danger de mort: c'est le cas de de Reza Shahabi, militant du syndicat Vahed (transports publics de Téhéran) arrêté en juin 2010, libéré pour raisons de santé, puis réemprisonné en août dernier.



Agenda

Dimanche 24 décembre, Noël des invisibles, Paris. Rassemblement de soutien aux grévistes de l'hôtel Holiday Inn de Clichy. À partir de 20h, place de l'Opéra, métro Opéra.

Samedi 6 janvier, manifestation vérité et justice pour les trois militantes Kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013, Paris. À 11h, au départ de Paris Gare du Nord, jusqu'à République.

Le prochain numéro de **l'Anticapitaliste** sortira le jeudi 4 janvier 2018.

Bonne fin d'année!

NO COMMENT

La ligne politique et mes objectifs n'ont rien à voir avec ceux du FN ou des nationalistes. Mais tous ces gens rament pour moi d'une certaine manière, en contribuant à la construction d'un champ culturel où nos mots d'ordre – l'Europe ne protège pas les Français mais les menace – sont en train de devenir dominants. Il faut capitaliser positivement cette colère qui peut être dangereuse.

JEAN-LUC MÉLENCHON, lesechos.fr, 11 décembre 2017.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

TERRITOIRES Le cirque gouvernemental



E. Philippe à Cahors, DR

À la fin de la semaine dernière, le gouvernement a mis en scène son déplacement à Cahors pour montrer qu'il s'intéressait à la France profonde. Derrière le cirque, il y a des déclarations d'intention et une ignorance des vrais problèmes.

À Cahors, dans le Lot et dans les départements limitrophes, se conjuguent misère des services publics et destructions d'emplois dans le privé. Ainsi, la ligne de chemin de fer Paris-Toulouse passant par Cahors n'est pas entretenue, d'où une multiplication des retards, une diminution des trains et des fermetures de gares. Depuis que le couperet de l'ARS (Agence régionale de santé) fermant la maternité de Decazeville est tombé en juillet dernier, le démantèlement des services de l'hôpital semble suivre avec le nombre de médecins qui s'étiolent et le nombre de lits qui dégringole. Pour ce qui est du privé, un exemple : l'avenir de Bosch à Rodez (dans l'Aveyron, limitrophe du Lot) est incertain. Bosch possède une usine employant 1600 personnes, spécialisée dans les injecteurs diesel. Alors ministre de l'Économie, Macron avait vanté, devant l'usine à l'été 2016, les mérites et l'avenir du diesel. Par démagogie cynique, il envoyé les ouvriers dans une impasse. Et maintenant il faut bien se battre pour le maintien des emplois dans une nouvelle conjoncture.

Les annonces du gouvernement

À Cahors, le gouvernement a surtout annoncé deux séries de mesures. D'abord, un plan pour connecter toute la population en haut débit d'ici 2020. On en verra les résultats, et qui tirera des profits des crédits mobilisés. Pour justifier ce programme, Édouard Philippe a notamment mis en avant le développement de la télémédecine pour répondre aux « questions liées à la désertification médicale ». Autrement dit, on continue à fermer les hôpitaux de proximité et on renonce à toute action ferme en matière d'installation des médecins, mais pas de problème... vous pourrez parler à un toubib sur Skype.

Deuxième annonce, un plan baptisé « Action cœur de ville », qui s'adresse aux villes moyennes. Il comprend toute une série de mesures : de l'ouverture de nouveaux commerces à la création d'« écoquartiers » en passant par la rénovation de bâtiments. Au vu de ce qui s'est passé dans un certain nombre de villes, il y a des craintes à avoir. Le maintien d'une vie réelle dans les centre-villes est certes un vrai enjeu, mais il doit se faire avec les habitantEs actuels et ne pas favoriser la spéculation immobilière. De plus, il suppose aussi de se confronter aux géants de la distribution, en arrêtant les ouvertures de centres commerciaux en périphérie.

Les métropoles contre le reste de la France ?

Contrairement à un discours à la mode, les inégalités territoriales ne se réduisent pas à l'opposition entre, d'un côté, métropoles et, de l'autre, petites et moyennes villes et territoires ruraux. Les métropoles sont aussi les lieux où se développent des zones en grande difficulté. Ainsi, dans la région la plus riche de France (l'Île-de-France), le 93, comme chacun devrait le savoir, est une zone pauvre. Quant au 92, il est globalement moins pauvre que le 93 mais les inégalités y sont considérables : entre Neuilly et Gennevilliers par exemple, il y a un monde.

Sur les 4,8 millions de personnes vivant dans les quartiers prioritaires de la ville, environ 45% résident dans les unités urbaines de Paris, Lyon, Marseille et Lille. La pauvreté dans les grandes métropoles est aggravée par un niveau général des prix, notamment du logement, plus élevé que dans le reste du territoire. Quel que soit le territoire, donc, les maux sont fondamentalement communs : manque d'emplois permettant de vivre dignement, problèmes d'accès au logement et casse des services publics de proximité. Il ne faut pas compter sur ce gouvernement pour s'y attaquer : comme ses prédécesseurs, il ne va que multiplier les bonnes paroles et favoriser au contraire le creusement des inégalités, entre les territoires, comme entre les plus riches et le reste de la population.

Henri Wilno

ÉDUCATION NATIONALE

Blanquer œuvre pour une école au garde-à-vous

Le dimanche 11 décembre, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer donnait une énième interview, lors du « Grand Jury RTL-LCI ». L'occasion de revenir sur sa « vision » de l'école.

Passant sur sa présence, la veille, à l'église Saint-Sulpice lors des obsèques de Johnny Halliday, Blanquer a notamment profité de cette interview pour affirmer la place centrale de la laïcité à l'école, sans souffler un mot sur la rallonge de 10 millions que l'État donne à l'enseignement privé (pris sur une ligne budgétaire de l'enseignement public). Par contre, il a déclaré que les mères voilées n'avaient pas leur place pour accompagner les sorties scolaires : un discours sur la laïcité qui n'est qu'un paravent pour réaffirmer des positions d'exclusion, conformes à sa vision très réactionnaire de l'école, et de la société.

Retour vers la 3^e République

Blanquer s'est ainsi déclaré favorable à un retour à l'uniforme « dans les établissements qui le veulent ». L'uniforme n'a jamais supprimé les différences de classe sociale, ni ne les a rendues invisibles. Au contraire, le seul objet de l'uniforme est de formater les



jeunes, y compris dans leur façon d'être. Il confirme qu'il est pour une dictée par jour dans le primaire et il impose une méthode de lecture à touTEs les enseignantEs : peu importe si de nombreuses études contredisent le ministre, il faudrait que les enseignantEs se mettent aussi au garde-à-vous...

Au passage, le ministre a déclaré qu'il interdirait les téléphones portables dans les établissements scolaires. La méthode peut étonner. Avant tout, parce que cette recommandation existe déjà. Mais surtout parce que cela est absurde. Soit on considère qu'il y a un « problème » dans la façon dont les jeunes utilisent leurs portables. Mais ce « problème » est-il

seulement celui des jeunes ? Et dans ce cas, une éducation particulière est nécessaire sur ce thème. Ou bien, on doit accepter que le monde a changé et réfléchir collectivement à des pédagogies qui prennent en compte ces évolutions. Mais là-dessus le ministre ne veut surtout rien voir.

L'éducation nationale : une entreprise

Blanquer confirme la diminution de 20 % du nombre de postes aux concours d'enseignants, niant l'augmentation du nombre de professeurEs contractuels et l'augmentation importante du nombre d'élèves par classe. Et dans l'objectif d'améliorer la « gestion

des ressources humaines » (sic) du ministère, Blanquer propose de mettre en place des primes au mérite. Comme si l'éducation relevait d'individus, et non de relations sociales collectives ; comme si l'apport d'un enseignantE pouvait être mesuré sur le temps court, là où toutes les études montrent que la pédagogie doit être évaluée sur le temps long.

Par contre, il n'a pas dit un mot sur le plan Vidal dans l'enseignement supérieur ou sur « Parcours Sup » qui met en place la sélection dans les universités. Pas un mot non plus sur la réforme du lycée, qui doit pourtant se mettre en place dès la rentrée 2018, ni sur la réforme du bac (dont il laisse pourtant entendre que ce sera un changement majeur). Il faut croire que sur ces sujets d'actualité le ministre n'a pas le temps non plus.

La logique Blanquer

Il serait faux de se limiter aux incohérences de façade de J.-M. Blanquer. En réalité, c'est la nouvelle façon de communiquer du ministère de l'Éducation nationale : multiplier les interviews et ne faire aucune (ou presque) communication officielle. Les personnels doivent en comprendre les sous-entendus. Mais au-delà de ce coup de com', le fond du ministre reste de surfer sur le populisme et un fantasme de l'école de la 3^e République. Et ce n'est pas seulement par malice que Marine Le Pen a récemment déclaré que Blanquer reprenait à son compte les propositions du FN sur l'école, ce qui constituait une « victoire idéologique » pour elle et son parti. Voilà qui souligne, s'il en était besoin, l'urgence d'une réaction collective pour mettre un point d'arrêt aux réformes rétrogrades en cours, et lutter pour une école émancipatrice pour touTEs.

Raphaël Greggan

NOTRE-DAME-DES-LANDES

Défendre la ZAD dans tous les cas !

Après des années de résistance des opposantEs, un rapport commandé par le gouvernement reconnaît qu'il est possible d'aménager l'aéroport actuel de Nantes-Atlantique. Le préalable à un possible abandon du projet de transfert à Notre-Dame-des-Landes. Mais dans tous les cas, il nous faudra défendre la ZAD.

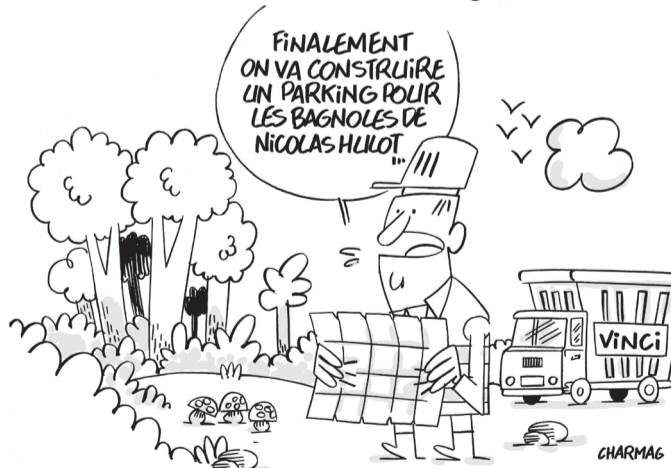
Enfin ! Pour la première fois, un rapport qui prend en compte la plupart des éléments répétés depuis des années par les opposantEs à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Il a fallu des années de résistance pour venir à bout de l'omerta. Oui, il est possible d'aménager l'aéroport actuel de Nantes-Atlantique. Ce qui remet en cause le bien-fondé de la déclaration d'utilité publique (DUP) du projet NDDL.

Un choix politique

Remis en cause également, les pseudo-arguments écologiques des partisans du transfert. Remis en cause aussi ceux sur l'exposition au bruit de la population. Remise en cause encore, la parodie de démocratie de la consultation de juin 2016, aujourd'hui qualifiée de « défailante ».

Si tout cela va globalement dans le bons sens, il nous faut cependant rester sur nos gardes car la décision ne sera pas tant technique que politique. C'est Macron qui annoncera la décision de l'État, avant la fin janvier : le fait du prince, qui ne peut que servir son image, quelle que soit la décision. Il pourrait abandonner le projet, mais ce serait alors une défaite pour l'État, et ouvrirait la boîte de Pandore de la contestation de tous les grands projets inutiles et imposés. Un report

NOTRE-DAME-DES-LANDES VERS L'ABANDON DU PROJET D'AÉROPORT



sine die du projet par la prorogation de la DUP est plus probable : quitte à perdre, autant ne pas reconnaître la victoire de l'adversaire...

Défendre la ZAD

Il nous faut rester vigilants également contre toute tentative de division du mouvement d'opposition : le gouvernement pourrait vouloir négocier

l'abandon de la ZAD contre celui de l'aéroport.

L'ensemble des habitantEs est aujourd'hui expulsable et la petite musique sur « la restauration de l'État de droit », dont la partition fut initiée en son temps par Valls, risque de dominer la séquence qui s'ouvre. Castaner l'a lui-même claironné : « La ZAD sera évacuée, aéroport ou non ».

Cela veut dire que le combat pour défendre la ZAD, contre les expulsions, pour le retour des expropriés, mais également pour le maintien des projets d'alternatives sociales et écologiques à l'œuvre, est plus que jamais d'actualité. Ce à quoi l'ensemble des opposantEs s'emploie dès maintenant, en créant une « Assemblée des usages et des communs », instance d'autogestion de la future ZAD.

Mobilisation !

L'abandon de l'aéroport ne solderait pas le conflit qui nous oppose à ce gouvernement et à son monde, ce monde au service des intérêts des plus riches, ce monde qui, au nom de la croissance et du productivisme, détruit partout notre environnement, ce monde qui sacrifie les emplois locaux au profit des multinationales. Quelle que soit cette décision, l'ensemble du mouvement appelle à une mobilisation sur la ZAD, le samedi 10 février, date de l'échéance de la DUP. Ce sera une fête ou une nouvelle bataille. Dans tous les cas nous y serons pour défendre la ZAD.

Sandra Cormier

Macron avait expliqué pendant sa campagne électorale qu'il était pour le maintien de la Calédonie dans la France, c'est donc le Premier ministre Philippe qui s'y colle.

La méthode est simple : on multiplie les réunions où les indépendantistes sont largement minoritaires et, à la sortie, on salue le fait que la majorité des participants s'est mise d'accord pour un scrutin sincère et transparent, en mentionnant éventuellement qu'il y a des voix divergentes.

Fraudes sur les listes électorales

En novembre, au comité des signataires de l'accord de Nouméa, Philippe a mis tout son poids pendant les 10 heures de la réunion dans un salon de Matignon pour faire admettre aux loyalistes qu'il allait inscrire quelques Kanak en plus sur la liste référendaire, car l'ONU menace de déclarer le scrutin insincère. Le principe a donc été acté de l'inscription de 7 000 Kanak sur les 22 000 qui ne figurent pas sur la liste électorale, mais en échange 3 000 autres personnes pourront y figurer aussi à la seule condition d'être nées sur le territoire et d'avoir 3 ans de résidence, au lieu de 10 auparavant, une nouvelle concession imposée par l'État aux indépendantistes.

Il existe des fraudes sur les listes électorales, avec des personnes qui ne devraient pas y être selon les critères définis pas l'accord de Nouméa de 1998 et la loi organique, mais les recours sont systématiquement rejetés par les juges venus de Paris. Modifier la loi organique si près de la date du référendum est une manœuvre grossière. Tout cela fait dire au président du Parti travailliste, Louis Kotra Uregei,

RÉFÉRENDUM C'est aux Kanak de décider de leur avenir!

À moins d'un an du référendum d'autodétermination en Kanaky-Nouvelle Calédonie, l'État français met le turbo pour que le « non » à l'indépendance l'emporte.



Une campagne qui ne dit pas son nom

Et ça va continuer. Cette semaine la mission de l'Assemblée nationale française, présidée par le colonialiste Valls, auditionne Urvoas en qualité de rapporteur de la dernière mission parlementaire sur le sujet. Urvoas, un personnage dont l'intégrité ne fait pas de doute, au regard de l'actualité... Début mars, c'est une mission du Sénat qui va voyager, puis un nouveau comité des signataires se réunira à Paris : il vaut probablement mieux sortir les acteurs de leur milieu pour leur mettre la pression. En avril ce sera au tour de Macron de faire le déplacement, une mission de l'Assemblée nationale trouvera elle aussi une date durant le premier semestre 2018... Le rythme des « visites » est inédit dans l'histoire de la colonie, mais cela ne saurait évidemment s'assimiler à une campagne pour le « non » au référendum.

Ici aussi il faut contrer la propagande colonialiste, en organisant notamment des réunions d'information et de soutien à la lutte du peuple kanak, pour qu'à la fin de l'année les Kanak puisse enfin, et librement, choisir leur destin.

Bernard Alleton

1 - «Loyaliste» est l'appellation donnée aux partisans du maintien de la colonisation. Chacun avouera que c'est plus vendeur que «colonialiste».

que si les listes électorales sont trop frauduleuses la question du boycott se posera.

Vous avez dit «décolonisation»?

Quatre groupes de travail sont issus du comité des signataires : cela permettra sans doute au gouvernement d'affirmer qu'étant donné le nombre d'heures de réunion organisées, le scrutin est sincère. Une ficelle déjà largement utilisée lors de la loi de casse du code du travail...

Début décembre, Philippe a passé quatre jours dans la colonie - un record pour un Premier ministre - pour proposer sa méthode jusqu'au référendum : beaucoup de « vivre ensemble », de « destin commun », d'immensité de la tâche... En toute neutralité, il a commencé son

discours devant le Congrès du territoire par une référence à la ville du Havre. Il a ainsi glorifié la cité qui servit au 19^e siècle à la « conquête du Pacifique », mais il n'est pas arrivé pendant son long séjour à prononcer les mots « colonie » ou « décolonisation », ce qui est pourtant l'objet du référendum, et sachant que pour l'ONU la Nouvelle-Calédonie est un territoire à « décoloniser ». Au final sont constitués un nouveau groupe de travail, cette fois restreint - pour mieux enfumer probablement -, et une commission des sages, aux contours et à la finalité flous, pour « veiller à ce que les propos et débats soient fidèles aux paroles et à la hauteur de ce qui doit être transmis aux jeunes générations » : c'est limpide.

VENEZUELA Maduro emporte les élections municipales, les incertitudes demeurent

Après le cycle de manifestations et de violences à l'origine de la mort de 124 personnes entre avril et juillet dernier, on pourrait croire qu'une telle victoire aux élections municipales réaffirme le pouvoir de Nicolás Maduro. Mais il n'en est rien.

Une opposition pro-Empire

Ce scrutin s'est tenu avec une abstention de 52% en l'absence des trois principaux partis d'opposition. Ceux-ci protestaient contre des irrégularités au scrutin régional d'octobre (déplacement de centaines de milliers d'électeurs deux jours avant le scrutin) et ne voulaient pas se mettre une nouvelle fois en position de faiblesse, avec une division entre ceux qui veulent s'accorder avec le gouvernement Maduro pour obtenir quelques positions de pouvoir et ceux qui maintiennent une stratégie insurrectionnelle.

Si l'opposition ne parvient pas à mobiliser la population vénézuélienne, elle jouit d'un soutien sans faille des élites impérialistes. Mercredi 13 décembre, elle a reçu le prix Sakharov pour la liberté de pensée de la part du Parlement européen. Inversement, l'opposition vénézuélienne a approuvé les sanctions des États-Unis empêchant le Venezuela de contracter de nouveaux prêts

Le parti de Nicolás Maduro a remporté, dimanche 10 décembre, plus de 300 municipalités sur les 335 en jeu. Cette victoire, obtenue grâce au boycott des trois principaux partis d'opposition, ne lève aucune des grandes incertitudes qui hypothèquent l'avenir du Venezuela.



auprès de citoyenEs ou entreprises étatsuniennes, des mesures qui vont pourtant aggraver la situation dramatique des VénézuélienEs.

Les obstacles bureaucratiques à la gauche

L'opposition est dirigée par des bourgeois favorables aux

États-Unis, mais le chavisme est désormais l'otage d'une bureaucratie qui impose ses décisions par son contrôle des institutions. Ainsi, durant ces élections municipales, nombre de candidatEs de gauche indépendants du gouvernement et de l'opposition ont été empêchés de se présenter. Dans

d'autres cas, leurs candidatures ont été parsemées d'embûches par les institutions électorales. Dans l'ouest de Caracas, un ancien ministre de Chávez, soutenu par le Parti communiste et un autre parti de gauche, défendait un « chavisme honnête » à 1 000 lieux des pratiques gouvernementales. Par des manœuvres bureaucratiques, son nom n'apparaissait pas sur les machines électroniques de vote. Après des décennies de bipolarisation parfaite entre le chavisme et l'opposition bourgeoise, une gauche a émergé dans certains endroits lors de ces élections municipales. À Caracas, le candidat du PCV précédemment évoqué, un ancien membre de Marea Socialista soutenu par un parti d'origine évangéliste et le candidat soutenu par Marea Socialista, totalisent 10% des suffrages. Il reste encore à donner un contenu de classe à ce mécontentement légitime contre le gouvernement Maduro pour reconstruire l'espérance dans une société socialiste, face à la crise économique dramatique que connaît aujourd'hui le Venezuela. Pedro Huarcaya

AUTRICHE Alliance entre droite extrême et extrême droite

Deux mois après les élections législatives, le nouveau gouvernement autrichien vient d'être constitué. L'extrême droite y est en position de force, avec entre autres les ministères de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères.

Il n'y a finalement pas eu de surprise. L'annonce d'un gouvernement composé de la droite chrétienne-démocrate (« Parti du peuple d'Autriche », ÖVP) et de l'extrême droite (« Parti de la liberté d'Autriche », FPÖ) était (malheureusement) attendue. L'ÖVP et le FPÖ étaient arrivés respectivement premier (avec 31,5% des voix) et troisième (26%) lors des élections législatives du 15 octobre 2017. Il était entendu que la social-démocratie, deuxième force politique avec 26,9%, allait passer à l'opposition après avoir gouverné le pays dans le cadre d'une « Grande coalition » avec la droite depuis 2006.



Deux partis, un même camp

Les antifascistes du pays disaient depuis plusieurs semaines s'attendre à la mise en place effective du gouvernement après le 10 décembre, puisqu'une annonce à la mi-décembre allait faire tomber les premières protestations en période de Noël... La mobilisation serait donc, de fait, reportée de plusieurs semaines, après la « trêve des fêtes ». L'accord de gouvernement entre les partis ÖVP et FPÖ a ainsi été rendu public le vendredi 15 décembre au soir, le gouvernement prêtant serment le lundi suivant. Malgré tout, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Vienne dès le lundi 18 décembre.

Sans ce calcul, l'installation du gouvernement aurait pu intervenir plus tôt : les deux partis étaient largement d'accord entre eux avant les élections, et les sondages montrent que leurs électeurs respectifs se considèrent désormais massivement comme appartenant au même camp. L'ÖVP, un parti anciennement à dominante paysanne, modéré et pas très nationaliste (plutôt attaché aux « identités régionales », au catholicisme, à « l'Europe »), mais à direction néolibérale, a connu une impressionnante mue. Son appareil a été repris en main depuis mai 2017 par son nouveau président, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement sortant et désormais chancelier : Sebastian Kurz. Un personnage dont les dents rayent le parquet, qui ressemble à un mélange entre un Macron très à droite (de manière affichée) et un Berlusconi très jeune (moins, pour l'instant, les « affaires »), puisqu'il n'a que 31 ans.

Soutenir les antifascistes en Autriche

Dès le début, Kurz avait laissé transparaître qu'il allait faire campagne sur la limitation de l'immigration, et qu'il serait prêt à quasiment toutes les concessions à l'extrême droite sur ce plan. Cependant, à ses futurs alliés d'extrême droite, il a fixé deux limites : il ne sera pas question de remettre en cause l'appartenance à l'Union européenne, ni d'afficher ouvertement de l'antisémitisme. Voilà qui laisse de confortables marges de manœuvre au FPÖ...

Les migrantEs seront les premières cibles du nouveau gouvernement, et les salariéEs en général seront l'objet de violentes attaques, puisque le gouvernement a prévu d'autoriser les employeurs et les salariéEs à « se mettre d'accord » sur l'allongement du temps de travail jusqu'à 12 heures par jour et soixante heures par semaine.

Autant dire que les mouvements sociaux en France et les forces antifascistes doivent suivre et activement soutenir toutes les résistances qui verront le jour en Autriche.

Bertold du Ryon

CHANGER LA VIE: DE L'URGENCE SOCIALE AU COMMUNISME

À leur arrivée au pouvoir, les bolchéviks durent faire face à une situation sociale dramatique qui les contraignit à régler en urgence d'immenses difficultés pour assurer la survie de populations menacées par la misère, la famine, la guerre et le développement des épidémies. Dans un contexte d'effondrement économique, ils trouvèrent des réponses nouvelles et radicales à l'urgence sociale, tout en effectuant un pas en avant dans la construction d'une société communiste.

La réquisition des logements bourgeois

En matière de logement, les bolchéviks se trouvèrent face à une situation de carence dramatique. Le régime tsariste ayant été incapable d'impulser les constructions nécessaires à l'industrialisation très rapide de la Russie, la pénurie de logements avait atteint un niveau d'autant plus grave que la guerre avait amené des besoins nouveaux, en raison du cantonnement des troupes dans les villes et du développement d'une nouvelle industrie de guerre. Majoritairement constitués de petites maisons en bois, ne disposant le plus souvent pas d'eau courante ni de chauffage, les logements des villes russes étaient totalement inadaptés à la civilisation industrielle, ce qui amenait les classes populaires à y vivre dans des conditions sordides, dans des taudis et des baraquements précaires.

Dès le 4 décembre 1917, le nouveau gouvernement prit les choses en main et s'employa à répondre à l'urgence en promulguant un décret qui autorisait les soviets à loger les sans-logement ou les mal-logés dans les appartements bourgeois. Cette remise en cause du droit de propriété entra dans le droit commun lorsque le gouvernement décréta, le 20 août 1918, la nationalisation des immeubles d'habitation des villes, qui furent désormais placés sous le contrôle des soviets locaux.

Dès lors, les anciens propriétaires bourgeois perdirent leurs droits de propriété et ne se virent plus autorisés qu'à résider dans leur ancien appartement, en y conservant un nombre de pièces qui ne pouvait être supérieur au nombre

de personnes de leur famille. Le reste de leurs appartements et a fortiori leurs résidences secondaires se trouvaient mis à la disposition des soviets, qui y logèrent des familles ouvrières. Dans la Russie se mirent ainsi en place de nouveaux « appartements communautaires », dans lesquels plusieurs familles se partageaient les anciens logements de la classe dirigeante en voie d'éradication, en occupant chacune une pièce et en disposant en commun des sanitaires et de la cuisine.

Les « maisons-communes » et la politique de désurbanisation

Sitôt après la guerre civile, les bolchéviks s'employèrent à régler de manière plus pérenne le problème du logement, en lançant la construction de nouveaux quartiers populaires. Ceux-ci virent s'y développer des « maisons-communes », autrement dit des immeubles associant petites cellules familiales et grandes pièces collectives, destinées à socialiser la vie domestique et familiale (cuisines, buanderies, garderies...).

L'introduction de l'électricité et le développement des transports amenèrent aussi certains dirigeants bolchéviks à penser que le temps de la séparation des villes et des campagnes était révolu et à imaginer une politique de « désurbanisation », fondée sur le développement de petites agglomérations réunissant des maisons-communes. Destiné à répondre au déperissement attendu de l'État, ce nouvel urbanisme s'attachait ainsi à construire une utopie socialiste, dans laquelle le nouvel État soviétique se trouvait conçu comme une fédération de petites communautés

reliées entre elles par des transports publics électrifiés.

Priorité à l'éducation

Les mêmes principes inspirèrent la politique éducative des bolchéviks qui s'attachèrent dès la prise du pouvoir à mener une politique d'alphabétisation massive de la population. C'est dans cette logique que le gouvernement décida dès décembre 1917 une radicale simplification de l'orthographe, qui passait par la suppression de quatre lettres de l'alphabet russe. Il s'attachait surtout à se doter des moyens de sa politique, en nationalisant toutes les écoles confessionnelles et en engageant en urgence un programme massif de construction de bibliothèques et d'écoles dont le nombre fut plus que doublé dans la seule année 1918.

Malgré la guerre civile et un contexte budgétaire terriblement difficile, le nouveau gouvernement fit de l'éducation sa priorité. L'école devint du jour au lendemain obligatoire jusqu'à l'âge de 17 ans, ce qui impliqua l'engagement d'un nombre considérable d'enseignants. Du jardin d'enfants jusqu'à l'université (incluse), elle devint aussi totalement gratuite, tandis que des internats communautaires se chargeaient de l'éducation des nombreux orphelins du pays.

L'école de l'égalité

La nouvelle école soviétique se voulait résolument égalitaire, ce qui se traduisit tout d'abord par la dissolution du corps des inspecteurs et la disparition des directeurs. Elle s'attacha à supprimer toute séparation de genre, en imposant une mixité totale, mais aussi à faire disparaître toute procédure de sélection des élèves. Abolissant la séparation entre enseignement primaire et secondaire, la nouvelle école soviétique se refusa aussi à séparer l'enseignement général de l'enseignement professionnel, s'attachant en mettant en place une éducation globale et unique pour toutes et tous. L'accès à l'université fut aussi profondément repensé, grâce à la création de « facultés ouvrières » permettant à des travailleurEs n'ayant suivi qu'une formation de base d'accéder à l'enseignement supérieur.

Pour la pédagogie, les nouveaux maîtres soviétiques s'inspirèrent des théories anti-autoritaires de John Dewey, afin de poser les fondements d'une éducation émancipatrice faisant de l'élève un acteur de sa propre éducation. Ces principes pédagogiques étaient garantis par une très forte autonomie des écoles, administrées par un conseil regroupant les enseignantEs, les délégués d'élèves et les représentantEs des soviets locaux. Les rectorats ayant été dissous, ces conseils avaient de très larges pouvoirs sur la gestion de l'école, y compris sur les programmes scolaires qui faisaient l'objet d'une définition au cas par cas.

Laurent Ripart

OCTOBRE UNE RÉVOLUTION

La révolution d'Octobre 1917 ne fut pas seulement une révolution dans les domaines économique et politique, mais aussi un bouleversement de toute la société. La jeune Union soviétique fut ainsi le théâtre de transformations et d'expérimentations d'ampleur dans le domaine culturel au sens large : sur le champ artistique bien sûr, mais aussi pour l'éducation, le logement, les modes de vie, la famille, la condition des femmes, la sexualité, etc. Ce dossier tente d'en donner un aperçu.

LIBÉRATION DES FEMMES

Les principaux responsables bolchéviks avaient lu ou du moins connaissaient les thèses de Marx et Engels sur la famille « bourgeoise » comme lieu de transmission de la propriété privée et de l'oppression des femmes. Une attention considérable fut portée à ces questions après la révolution de 1917.

Des dirigeantEs comme Lénine, Trotski, Alexandra Kollontaï et quelques autres, étaient ainsi convaincus qu'il fallait développer des équipements collectifs (crèches, cantines, laveries, etc.) pour libérer les femmes du fardeau des tâches domestiques et leur permettre de devenir des travailleuses à part entière. Cela devait-il se traduire par un bouleversement complet des rapports entre les sexes, notamment sur le plan sexuel ? Sur cette question les points de vue divergeaient entre une aile « radicale » représentée par Kollontaï et une aile « modérée », voire réactionnaire, pour reprendre la distinction opérée par Anatole Kopp¹.

Un travail législatif considérable

Pour Kollontaï, une femme ne pouvait être libre qu'à la condition d'être indépendante économiquement. Cela impliquait en même temps que les femmes enceintes et les mères, notamment les plus pauvres, puissent compter sur la protection et l'aide de l'État au moment de leur grossesse et de l'accouchement, et

ensuite pour la prise en charge des enfants. C'est cette préoccupation qui anima toute son activité comme ministre de la Protection sociale dans le premier gouvernement des soviets jusqu'en 1918, puis à la tête du Genotdel² entre 1920 et 1922. Le travail accompli sur le plan législatif, en quelques mois, par le gouvernement bochévik, pour l'égalité entre les sexes, fut considérable. De plus, pendant le « communisme de guerre », un vaste réseau de cantines collectives fut mis en place pour limiter les risques de famine et contrôler le système de rationnement. Pour Kollontaï, cette « séparation de la cuisine et du mariage », était aussi importante que la séparation de l'Église et de l'État.

Mais en 1921, au sortir du communisme de guerre, Kollontaï fut bien obligée d'admettre que, faute de ressources économiques suffisantes, seul « un cercle étroit » de la population bénéficiait des équipements (crèches, maisons d'enfants, laveries, maisons-communes, etc.) indispensables pour faire reculer la famille traditionnelle au profit de nouvelles formes de vie et de nouveaux rapports

sociaux entre les sexes. Elle devait admettre également que de nombreux hommes, y compris des militants du parti communiste, n'admettaient pas que leur femme s'engage dans la vie sociale et politique et néglige les soins de la maison. Par ailleurs, des femmes craignaient que le parti ne leur enlève leurs enfants, conformément à la rumeur entretenue par la presse étrangère depuis le début de la révolution.

La liberté sexuelle en question

Le gouvernement bolchévik avait également dépénalisé l'homosexualité et l'avortement (1920), mesures totalement révolutionnaires à l'époque. Néanmoins, ce ne fut pas au nom de la liberté des femmes de contrôler leur fécondité que la liberté d'avorter fut accordée aux femmes soviétiques, mais en raison des risques encourus dans le cadre des avortements clandestins et de la pauvreté du pays. On ne trouve pas d'autre argumentation chez Kollontaï, pour qui le nombre d'avortements reculerait lorsque la république soviétique disposerait d'« un large réseau de protection de la maternité » et



Campagne d'alphabétisation (1920) – «Pour avoir plus, il faut produire plus. Pour produire plus, il faut savoir plus.» DR

RE 1917

ON CULTURELLE



ES ET VIE QUOTIDIENNE

« lorsque les femmes auront l'idée bien ancrée que mettre au monde un enfant sain est pour elles un devoir social »³. Elle insistera plus d'une fois sur l'idée que mettre au monde des enfants et les allaiter au sein n'est pas « un choix privé mais un devoir social ». Comme le signale A. Holt, la plupart des médecins étaient favorables à la légalisation de l'avortement, mais le plus souvent à « contrecœur », certains dénonçant même ces femmes « indignes » qui prétendaient échapper à la maternité. Comme le rappelle cette historienne, cette loi ne mentionnait à aucun moment les bienfaits de la contraception. Or Kollontaï avait manifesté son intérêt pour cette question avant la révolution, et des médecins soviétiques avaient engagé des recherches sur de nouveaux moyens contraceptifs mais ils ne reçurent aucun soutien de la part du gouvernement⁴. Bien évidemment il faut resituer ces débats dans le contexte de l'époque : la guerre civile, la famine et les millions de morts. Néanmoins, les circonstances n'expliquent pas tout, comme le dit Alix Holt.

Changer les rapports amoureux ?

Pour Kollontaï, les conceptions de l'amour et les réglementations qui l'encadrent reflètent l'histoire de la lutte des classes. C'est pourquoi il lui paraît urgent de réfléchir à l'aggravation de

la « crise sexuelle » qui touche toutes les classes sociales aussi bien dans la société bourgeoise qu'en Russie soviétique. Elle est persuadée qu'il n'y aura pas de changement de société radical, en faveur des femmes en particulier, s'il n'y a pas de changement radical dans les rapports amoureux. S'inspirant du livre de Greta Meisel-Hess, *la Crise sexuelle*, paru vers 1910 en Allemagne, elle insiste en 1918 sur l'importance pour les individus d'accroître leur « potentiel d'amour ». Le « grand amour » étant chose assez rare, plutôt que de se morfondre, mieux vaut expérimenter en toute liberté différentes formes d'unions fondées sur l'« amitié amoureuse ». Ce qu'elle appelle « l'amour jeu ». Cela implique une égalité totale entre les partenaires (pas de dépendance économique des femmes par exemple) et le respect, par les hommes en particulier, de l'autonomie de l'autre dans le couple⁵. Cette forme d'« union libre » suscitera de nombreuses critiques, comme celles de Lénine critiquant la « théorie du verre d'eau » dans un entretien de 1920 avec Clara Zetkin⁶. D'autres dénonceront les théories d'A. Kollontaï comme un « retour aux mœurs bourgeoises », d'autres encore préconiseront l'abstinence jusqu'au mariage. Kollontaï ne changera pas de perspective mais elle infléchira son discours, insistant de plus en plus sur l'importance pour

les femmes de subordonner leurs expériences amoureuses souvent frustrantes à l'action au service de l'intérêt collectif⁷. N'oublions pas que Kollontaï sera de fait marginalisée politiquement comme diplomate dès 1922.

Le tournant des années trente mettra finalement un terme à tous ces débats et expérimentations, au profit d'un retour à la famille traditionnelle, et se soldera notamment par l'interdiction de l'avortement.

Josette Trat

1 – Anatole Kopp, *Changer la vie, changer la ville*, UGE, 1975.

2 – Genotdel, organisation des femmes communistes entre 1919 et 1930, qui eut un impact de masse, y compris dans les régions orientales de l'URSS.

3 – Alexandra Kollontaï, « Révolution dans la vie quotidienne » (1921), dans Judith Stora-Sandor, *Marxisme et révolution sexuelle*, Maspero, 1977.

4 – Alix Holt, « Les bolcheviks et l'oppression des femmes », dans Annick Mahaim, Alix Holt, Jacqueline Heinen, *Femmes et mouvement ouvrier*, La Brèche, 1979.

5 – Alexandra Kollontaï, « Lutte de classes et sexualité » (1918), dans Stora-Sandor, *op. cit.*

6 – Jean-Jacques Marie semble contester l'authenticité de ces propos de Lénine, dans son dernier livre, *les Femmes dans la révolution russe*, Seuil, 2017.

7 – Nous renvoyons les lecteurEs intéressés à son roman *L'Amour des abeilles travailleuses* (Vassylissa Malyguina) publié en français par les éditions Berg-Bélibaste en 1976, et à l'une de ses nouvelles, *L'Amour de trois générations*, parue en 1928 et publié dans Stora-Sandor, *op. cit.*

1917: UN NOUVEL ART POUR UN MONDE NOUVEAU

Avec la révolution d'Octobre, de nombreux artistes voient la possibilité de construire une société nouvelle et un rapport nouveau à la culture, ainsi que la perspective de mettre en œuvre la théorie d'un art global.

L'artiste, vu auparavant comme extérieur à la société, doit à présent y prendre part. Il doit apprendre à se servir des moyens de production modernes et les utiliser pour créer. Après avoir si longtemps servi les intérêts de la bourgeoisie, il doit mettre sa créativité et son énergie au service du prolétariat : « l'art doit être transformé en travail et le travail en art ». En faisant voler en éclats les délimitations entre art, artisanat et travail, les artistes révolutionnaires suppriment également le cloisonnement entre les différents supports artistiques (sculpture, littérature, théâtre, musique...), à la recherche d'une forme d'art totale.

Rendre la culture accessible à touTEs

Pour mettre cela en œuvre, il faut également changer le rapport de la société à l'art et, particulièrement, rendre tous les aspects de la création artistique accessibles à tous. Dès 1917, la révolution s'accompagne d'une politique culturelle et éducative ambitieuse, ayant vocation à démocratiser l'art mais aussi la possibilité de soi-même devenir un artiste. Entre 1917 et 1921, pas moins de 36 musées sont construits à travers le pays. Des collections d'art moderne sont également constituées, et font de l'URSS le premier pays à exposer de l'art abstrait. Certains de ces musées sont d'ailleurs dédiés à l'éducation artistique. Ils sont nommés « Musées de la culture artistique » et visent à « familiariser les gens avec le mécanisme et les méthodes de la création artistique ».

Des écoles et des ateliers, nommés *Vkhoutemas*, sont également mis en place dans le but de former les futurs artistes. Le décret qui les constitue insiste sur la fusion des beaux-arts traditionnels avec les arts appliqués et une approche plus industrielle de la création. Ces écoles ont ainsi pour but de « préparer les artistes principaux aux qualifications les plus élevées pour l'industrie, et les constructeurs et les directeurs pour l'éducation professionnelle technique ».

Parmi d'autres mouvements qui se constituent et se développent à cette époque en URSS, le constructivisme reste probablement la forme la plus aboutie et la plus militante de cet art au service de la révolution.

Tatline et le constructivisme

Le constructivisme se caractérise par une approche matérialiste de la création artistique. Il se veut utile au développement social et à la construction d'un nouvel ordre social. Il est ainsi très lié à une conception utilitaire de la création, applicable à tous les domaines de l'environnement (livre, textile, théâtre, architecture...). Pour les constructivistes, la réalité à transcrire est concrète et non de l'ordre



Dans les *Vkhoutemas* à Moscou. DR

de la métaphore. Leurs œuvres sont donc élaborées à partir des méthodes qui prévalent dans le monde de l'industrie et de l'architecture et témoignent d'une attention portée au matériau et à la structure. Ils annoncent la mort de la peinture de chevalet et l'avènement d'un art de masse : la production d'objets utilitaires. Tatline est l'un des artistes à l'initiative du mouvement. Il travaille dès le début des années 1910 sur ce qui mènera à la théorie d'un art constructiviste. Ses œuvres ne sont pas figuratives et ne comportent aucune iconographie. Elles montrent simplement la combinaison des matériaux ordinaires (bois, verre, tôle, corde...) sur un support de bois. Leur assemblage, qui se fait dans le strict respect des qualités intrinsèques des matériaux, vise à rendre perceptibles leurs propriétés naturelles par les volumes, les rythmes et les contrastes de facture.

La révolution lui inspire la maquette du « Monument à la III^e Internationale » (1919-1920), sorte de Tour de Babel inclinée, réalisée en fer et en verre sur une hauteur de 25 mètres. Le projet initial, qui devait être construit sur une hauteur de presque 400 mètres, être habité et comporter des modules animés par des mouvements giratoires autonomes, ne sera jamais finalisé. Cette œuvre, peut-être plus que tout autre, propage, y compris à l'international, le mythe de « l'artiste-ingénieur ». Au cours des années 1920, Tatline dirige son activité vers la décoration théâtrale et des réalisations purement productivistes (prototypes de combinaisons de travail, chaises, théières...).

Un élan brisé

À sa suite, les frères Pevsner et Naum Gabo placardent, en août 1920 dans les rues de Moscou, le *Manifeste réaliste*. Ils y revendiquent un art en prise avec la réalité, lié aux matériaux nouveaux, où « l'espace, matière malléable, devient partie

intégrante de l'œuvre ». Ils proclament également le refus du volume au nom de la profondeur et de la transparence.

Leur travail, ainsi que l'apport de ce manifeste, sont déterminants dans le développement du constructivisme et marquent Aleksandr Rodtchenko, autre artiste majeur du mouvement. C'est à cette époque que l'artiste, avec Stepanova, Exter, Vesnine et Popova, constitue le Groupe de travail des constructivistes qui organise les expositions intitulées la 3^e manifestation de l'Obmokhou (mai 1921) et « 5x5=25 » (septembre 1921). Plusieurs élèves de Tatline, au sein des *Vkhoutemas*, vont contribuer à développer ces conceptions. Popova et Stepanova travaillent en lien avec l'industrie textile, créent des motifs décoratifs pour des tissus. Les collaborations se multiplient presque à l'infini, notamment dans la confection de décors, de costumes et d'affiches pour le théâtre révolutionnaire. Le théâtre, notamment porté par le metteur en scène Vsevolod Meyerhold, est ainsi à cette époque le lieu le plus abouti de la mise en œuvre des théories constructivistes. Le lieu de rencontre de tous les arts.

Cet élan est par la suite brisé par la stalinisation, qui musèle progressivement toute forme de création révolutionnaire et novatrice au profit d'un art strictement propagandiste et inféodé au pouvoir. En 1930, le régime soviétique décide de fermer les *Vkhoutemas* et réduit au silence de nombreux artistes ou les contraint exclusivement à un art de propagande. Dans le même temps, la diffusion de l'esthétique constructiviste en Europe contribue très vite à en élargir le sens et à désigner l'ensemble de l'art abstrait géométrique. Par chance, la postérité de cette révolution artistique influença durablement la création artistique occidentale et put ainsi survivre, contrairement à ses créateurEs, aux purges stalinienne.

Manon Boltansky

HAUTS-DE-SEINE

Des cahiers de doléances à la préfecture

Depuis plusieurs mois, des associations se sont groupées dans les Hauts-de-Seine pour lutter contre l'aggravation des conditions d'accueil des personnes étrangères à la préfecture de Nanterre et dans les sous-préfectures.

La presse en avait été choquée cet été : des files d'attente toute la nuit, et plusieurs heures dans la journée pour celles et ceux qui avaient pu entrer, souvent pour découvrir que pour leur démarche il faut prendre rendez-vous, ou obtenir seulement la liste des documents à fournir.

File d'attente solidaire

Depuis, les choses se sont un petit peu améliorées mais les conditions restent indignes. Il y a toujours des gens qui passent la nuit dehors, et les informations données par la préfecture sont mal faites et parfois contradictoires. 20 associations¹ qui se groupent, et qui n'en avaient pas l'habitude, c'était déjà une petite réussite ! Le 11 décembre, malgré les rafales de vent et de pluie, 150 personnes ont répondu à notre appel pour proposer café et croissants, manifester dans une file d'attente solidaire qui a fait plusieurs fois le tour du rond-point devant la préfecture, entraînées par la Fanfare invisible, et proposer des cartes postales où 150 personnes ont pu écrire leur galère à la préfecture. Cartes que la délégation reçue a transmises aux représentants du préfet, et deux femmes qui viennent de subir ces mauvaises conditions ont pu leur dire en direct. S'ils ont été émus, ils l'ont bien caché dans des discours sur « pas d'accueil inconditionnel des étrangers en France »... Nous avons déjà obtenu la mise en place de réunions régulières. À suivre...

Isabelle Guichard

1 - Collectif Droit à l'accueil : Secours catholique, Mrap, Asti, Resf, Ccfd, Atmf, Attac, Ldh, Cimade, Amoureux au ban public, et des associations locales.



VILLARS-LES-DOBES

Bienvenue à touTEs les migrantEs !

Le 16 décembre, une manifestation de soutien aux migrantEs était organisée à Villars-les-Dombes, alors que le FN organisait un rassemblement anti-immigrés.

Villars-les-Dombes est une petite bourgade de 5 000 habitantEs, à mi-chemin entre Lyon et Bourg-en-Bresse.

Les identitaires à l'offensive

L'ADSEA¹, appuyée par la préfecture de l'Ain, a racheté un hôtel inoccupé afin de reloger des demandeurs d'asile. Évidemment pas pour offrir des solutions de logement pérenne mais dans le but d'y organiser un centre de tri à l'image de ce qui se

développe un peu partout. Et comme dans d'autres villes, une partie de la population a vigoureusement protesté contre l'installation de ces « nuisibles ».

À l'initiative de la mairie, une réunion s'est tenue devant une salle comble avec la présence dans le public de groupes identitaires. Tous les poncifs racistes et islamophobes ont été développés à cette occasion. Suite à ce premier « succès », le FN, bien implanté localement, a organisé un rassemblement anti-immigrés devant l'hôtel

le 16 décembre. En réponse, des organisations² ont appelé à une manifestation le même jour. Environ 200 personnes ont participé à cette initiative, plutôt bien relayée par les médias. Ce n'est pas vraiment une consolation, mais les

MIGRANT-E-S « Nous avons traversé le désert dans un camion, on ne nous a presque pas donné à manger pendant 2 semaines »

Entretien. Mohammed, jeune Guinéen de 16 ans, est installé depuis le 15 novembre avec des dizaines d'autres réfugiés à l'université de Nantes, où des étudiantEs et militantEs soutenant les migrantEs occupent les bâtiments universitaires de la Censive et du Château du Tertre.

Pourquoi as-tu voulu quitter ton pays ?

J'aurais été au chômage, là-bas les diplômés ne sont pas considérés, les gens qui ont du travail sont ceux qui donnent de l'argent pour ça. C'est du donnant donnant : si tu ne donnes pas d'argent, tu n'as pas de travail. C'est comme cela dans toute la Guinée...

Tu es donc parti pour le Mali...

Je suis parti avec des amis, mon frère aussi mais lui est décédé. Je suis venu par la Libye. De Guinée je suis parti au Mali. Nous avons traversé le désert dans un camion, on ne nous a presque pas donné à manger pendant deux semaines. Nous avons d'abord été vendus par les passeurs au chef rebelle Mohammed Talenta. Les hommes ont été vendus comme esclaves, les 15 femmes ont été vendues pour servir d'esclaves sexuelles.

Les autorités maliennes sont-elles au courant de ce trafic d'êtres humains ?

Le gouvernement malien le sait très bien et l'ONU aussi : les passeurs nous ont laissés dans une grande cour déserte et un hélicoptère de l'ONU est venu. Les casques bleus nous ont dit : « Vous, vous n'êtes pas Français ». Ils nous ont laissés entre les mains du chef rebelle. L'ONU est complice, je leur en veux beaucoup ; l'armée française aussi est complice, elle seule a le droit d'atterrir sur ce territoire, cela n'a pu se faire qu'avec leur accord. On est restés environ une semaine. C'était des travaux forcés, on creusait des canalisations à longueur de journée. Le chef rebelle pouvait aller et venir avec ses amis. Ils venaient chercher du pétrole. Ensuite nous avons été vendus à des Algériens. Ils nous disaient : « Nous on n'est pas des Africains ».



ils venaient chercher les filles la nuit pour qu'elles leur servent d'esclaves sexuelles. Ils nous disaient, à nous les garçons, d'appeler nos parents, de leur dire qu'il fallait donner de l'argent pour nous libérer. L'un de nous a appelé sa maman, il pleurait au téléphone. Sa maman a envoyé de l'argent, quand ils ont eu l'argent ils l'ont emmené dans un camion, on ne l'a pas revu. Ils l'ont tué.

Comment êtes-vous arrivés en Libye ?

Nous avons été vendus à un autre passeur, Ben Ouali, qui allait en Libye. Nous avons essayé de nous enfuir pendant le voyage qui a duré une journée, nous étions environ quinze. Mais nous avons été repris et ramenés à notre passeur par les autorités locales. En arrivant nous avons été mis en prison et torturés. On nous a demandé d'appeler nos parents, toujours pour leur demander de l'argent contre notre libération. C'est quelque chose qui est bien connu. En 2015, 2016, ça existait déjà même si c'est seulement maintenant qu'on en parle. Tout le monde connaît les passeurs, leurs méthodes, mais l'État n'a jamais rien dit.

Comment en es-tu sorti ?

Nous nous sommes enfuis. C'était difficile, il y avait des murs, avec des barbelés, et c'était gardé partout par des hommes armés. On a cassé les murs et les barbelés, on a couru en groupe et les hommes armés ont tiré sur nous. Certains n'ont pas pu s'enfuir, ils sont morts. C'est là que j'ai perdu mon frère.

Ensuite, vous êtes partis pour l'Europe ?

Non, ensuite on est arrivé à un ancien camp militaire. Il y avait des travaux de rénovation du camp, là on a travaillé pour les militaires, ils nous donnaient même un peu d'argent. Puis ils ont voulu nous « confier » à un passeur qui devait nous faire partir en Europe. On n'avait plus confiance mais on n'avait pas le choix. Et surtout on voulait arriver en Europe.

Comment la traversée pour l'Europe s'est-elle passée ?

On a été embarqués dans un camion jusqu'à la mer, et vers 23 heures on a pris un bateau. On était 115. Hommes, femmes et enfants.

La traversée a duré une semaine de lundi au lundi, sans manger ni boire. On buvait l'eau de mer ou notre urine. Une femme a accouché sur le bateau. Enfin un gros bateau nous a récupérés. Beaucoup étaient morts. On est arrivés à Lampedusa. On nous a dit tout de suite : « Ici on n'aime pas beaucoup les Africains ». On nous a ensuite envoyés à Rome.

Une association, Integra, devait nous prendre en charge mais en fait on était dans la rue. J'ai mangé une seule fois.

Comment êtes-vous finalement arrivé à Nantes ?

On a pris le train pour Vintimille. On y est restés deux jours. À Vintimille on a pris un autre train pour Nice. Dans le train il y avait la police, on s'est cachés dans les toilettes, ils sont allés chercher une clé, mais on a bouché les serrures, et le temps que tout cela se passe, on était en France ! On a pris plusieurs trains jusqu'à arriver à Nantes. À Nantes on était dans la rue, une dame nous a dit : « Je ne connais rien aux problèmes des migrants mais si vous êtes mineurs allez voir la police elle va vous aider ». La police nous a envoyé vers l'association qui évalue si nous sommes mineurs. Ils ne nous ont pas crus : « Ce n'est pas possible de parler aussi bien Français si vous êtes mineurs », et puis il faut donner le nom et la date de naissance de votre mère, de votre père et de vos grands parents. Je ne les savais pas et ils n'ont pas voulu me considérer comme mineur. Et pourtant j'avais un extrait d'acte de naissance avec moi. J'ai donc vécu dans la rue, pendant 8 mois.

Comment te sens-tu ici ?

C'est mieux que dans la rue. Je suis d'abord allé à l'ancienne école des Beaux-Arts mais on a été expulsés. Ici on mange tous ensemble, il n'y a pas de racisme, on est considéré comme un être humain. Les gens qui viennent nous voir sont gentils, ils nous aident, ils nous donnent des cours de français, d'anglais, d'informatique...

Quel est ton but maintenant ?

Je voudrais continuer des études et devenir ingénieur. J'ai perdu mon papa mais ce qui me soutient c'est que je garde contact avec ma maman, c'est pour elle que je veux m'en sortir, tant que je vivrai c'est la pensée de ma maman qui me donne ma force.

Propos recueillis, à Nantes, par Claudine et Sandra.

TOULOUSE

Face à la fusion et à la sélection, on relève la tête à l'université du Mirail !

Cela fait maintenant plus d'un an que les universités de Toulouse ont perdu le financement IDEX (initiative d'excellence) supposé récompenser les meilleurs projets de formation et de recherche. La direction de l'université Toulouse-Jean Jaurès/Mirail (UT2J) semble désormais prête à tout pour récupérer cette subvention de plusieurs millions d'euros par an, attribuée par un jury international.

La raison invoquée pour justifier le retrait du financement est que les établissements toulousains ne seraient pas assez « intégrés » : un

projet de « gouvernance » pas assez ambitieux, ne permettant pas de constituer une université « de rang mondial ». Ces préconisations renvoient à la classification



© NPA

GRÈVE DU NETTOYAGE Vaincre des géants comme ONET et la SNCF, c'est possible!

Après une victoire en justice contre la SNCF et suite aux négociations avec la direction d'H. Reinier-ONET, les salariés grévistes du nettoyage des gares SNCF ont réussi à arracher une énorme victoire avec la satisfaction de la quasi-totalité de leurs revendications, après 45 jours d'une grève très majoritaire sur les gares du nord de l'Île-de-France.

Avec courage et détermination, les grévistes du nettoyage ont réussi à obtenir le passage de toutes les salariéEs à la convention collective manutention ferroviaire (plus avantageuse que la convention du nettoyage), l'annulation de la clause mobilité, le maintien de l'effectif, l'augmentation de la prime de panier à 4 euros, l'intégration en CDI du collègue qui avait des problèmes de papiers (qui a finalement eu son titre de séjour), la prolongation des mandats des délégués jusqu'aux prochaines élections, et une prime de remise en état des gares d'un montant équivalent à deux semaines de salaire. Ils ont également obtenu l'annulation de toutes les sanctions disciplinaires à l'encontre des grévistes. En résumé, une énorme victoire! Par ailleurs, ONET va verser l'équivalent de deux semaines de salaire pour novembre (mois complet de grève) qui seront ensuite déduits progressivement des salaires pendant 6 mois.

Auto-organisation

Cette grève a été une véritable leçon de lutte et de détermination, une démonstration que les travailleurEs peuvent résister aux attaques, et gagner face aux patrons, même avec les nouvelles lois Macron. Les grévistes se sont réunis chaque jour en assemblée générale, pour décider ensemble des actions à mettre en place pour faire connaître et diffuser leur lutte. Cette assemblée générale a donné chaque jour mandat à l'intersyndicale Sud-Rail-CFDT-FO, sous contrôle des grévistes. Une grève militante, avec des tournées organisées dans les trois gares stratégiques, Saint-Denis, Garges-Sarcelles et Ermont-Eaubonne. Les grévistes se sont relayés nuit et jour, pour tenir les piquets et s'assurer que la direction d'ONET, en complicité avec la SNCF, n'envoie pas des intérimaires, souvent accompagnés de la police, pour tenter de nettoyer les gares de force. Un autre élément important d'auto-organisation a été la mise en place de la caisse de



© AU PHILDES CONTRASTES

grève. De nombreuses organisations (syndicales, politiques) ont manifesté leur soutien par l'envoi de chèques ainsi que beaucoup de particuliers : plus de 3 000 dons sur internet, en plus des centaines de personnes qui ont donné de l'argent dans les différentes collectes organisées par les grévistes. En tout, près de 80 000 euros récoltés, soit un énorme soutien pour les travailleurEs en grève, notamment pour un secteur avec des petits salaires.

Large soutien

Malgré les poubelles qui débordaient, la grève des salariéEs du nettoyage a été soutenue très largement par la population. Les grévistes, 84 pères et mères de famille, se battaient pour le respect et la dignité, avaient décidé de ne pas se laisser faire et de relever la tête, et c'est pour cette raison que le soutien a été quasi-unanime. Tous les jours, des gens sont venus au piquet pour apporter de la nourriture,

de l'argent, pour aider à diffuser la grève auprès des usagerEs. De nombreux cheminotEs, à commencer par les militants de Sud-Rail, se sont mobilisés : une alliance d'autant plus importante lorsque c'est le donneur d'ordres, la SNCF, qui a assigné 9 grévistes en justice pour « occupation illégale des gares ». Mais la mobilisation des grévistes et soutiens a permis de l'emporter, y compris sur le terrain des institutions, contre la direction de la SNCF, qui a été condamnée à verser 500 euros à chacun des grévistes assignés. Cette alliance entre cheminotEs et travailleurEs du nettoyage est prometteuse pour les luttes à venir. Une première victoire dans une lutte de longue haleine pour en finir avec la sous-traitance. Le succès de cette lutte a été aussi celui des liens tissés entre différents combats. Des féministes du mouvement #MeToo en passant par les salariéEs de l'hôtel Holiday Inn, en grève depuis 2 mois, ou les membres du comité Vérité pour Adama, tous les combats contre

l'exploitation et l'oppression ont été bienvenus et se sont retrouvés sur le piquet d'ONET. Dans un des moments les plus émouvants de la grève, Assa Traoré est venue sur le piquet et a confié être la fille d'une des travailleuses qui avaient déclenché la grève. Les travailleurEs ont, à leur tour, exprimé leur soutien à la famille Traoré, lorsque les frères Yousof et Bagui ont été à nouveau interpellés et condamnés – un véritable acharnement. Au vu de l'importance de l'unité entre le mouvement ouvrier et la jeunesse des quartiers, on voit à quel point cette victoire est porteuse d'espoir. Pour toutes ces raisons, la victoire des grévistes du nettoyage des gares SNCF est la victoire de tous les précaires et de tous les travailleurEs. Une victoire qui en appelle d'autres, et surtout qui pose les bases des prochaines batailles à construire, notamment contre la sous-traitance et la précarité qui touche de plus en plus de salariéEs.

Laura Varlet



DR

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS Succès de la grève et de la manifestation à Paris

Le 14 décembre, la journée de grève de l'Office national des forêts (ONF) avec une manifestation nationale à Paris a été un succès, rassemblant environ 1 000 personnes (sur à peu près 9 000 salariéEs).

Dans cet établissement public (EPIC) chargé de la gestion des forêts publiques (25% des forêts en métropole), l'intersyndicale actuelle est « historique » puisqu'elle rassemble 8 syndicats (représentant 85% des voix aux élections), du public (les « gardes forestiers », l'encadrement et les administratifs sont normalement fonctionnaires) et du privé (les ouvriers ont toujours été de droit privé). La quasi-totalité des représentantEs du personnel a démissionné des instances du « dialogue social » en septembre.

Préoccupations environnementales et sociales

Le directeur général actuel, qui est arrivé après les grandes saignées (-35% d'emplois en 30 ans, 700 postes supprimés sur la période 2012-2016), a réussi à fâcher tout le monde : volonté de nivellement par le bas des conventions collectives des ouvriers, accélération rapide du transfert des emplois publics vers du droit privé, vision industrielle et bêtifiante de la gestion forestière, non-respect des règles de la fonction publique, répression syndicale... En cela, il n'est que dans l'approfondissement de la politique voulue par l'État depuis de nombreux gouvernements, et c'est une des limites de cette mobilisation que de focaliser sur son départ. Chez les collègues, les raisons de la colère sont diverses et parfois floues, même si le souci de « bien faire » son travail de forestier est probablement la première préoccupation chez les fonctionnaires de terrain qui représentaient la grande masse des manifestantEs. Le lien ou l'unité à faire entre les préoccupations « environnementales » (respect des écosystèmes forestiers) et « sociales » (soutien envers les collègues plus précaires, emploi et conditions de travail) n'est pas évident pour beaucoup.

Avant ce premier succès du 14, la résignation était assez forte, du fait des échecs des dernières grandes mobilisations en 2002 et 2008, sur le fait de pouvoir créer le rapport de forces par des actions plus radicales. L'intersyndicale n'aide pas pour l'instant à dégager quelques revendications claires et fortes, et certains syndicats (CGC, FO) se contenteraient bien de canaliser la mobilisation vers les formes les plus institutionnelles. Il faut espérer que les collègues auront compris que cette manifestation ne devait être qu'un début, et que d'autres actions pourront élargir la lutte et ne rien lâcher sur deux points certainement essentiels : des emplois publics pour la forêt publique, et un financement pérenne déconnecté des ventes de bois.

Correspondant

internationale des universités, établie chaque année, habituellement nommée « classement de Shanghai », dans lequel il n'est pas question de qualité de l'enseignement ni de pertinence des programmes de recherche au regard du développement général de la connaissance. Ainsi, les critères du classement, à la section « qualité de l'enseignement », ne font référence qu'au « nombre de prix Nobel et de médailles Fields parmi les anciens élèves »...

La communauté universitaire dit non
D'où le projet « UNITY 2018 », traduisant une volonté de fusion des universités toulousaines (UT2 et UT3) avec les écoles d'ingénieurs, pour reconquérir les financements perdus. Une nouvelle entité qui serait une machine à produire de la recherche d'excellence dans certains domaines de pointe, en faisant la part belle aux

intérêts privés, avec le risque de créations de filières sélectives, de disparitions de filières, d'augmentation progressive des frais d'inscription.

Face à ce projet, une campagne de mobilisation a été enclenchée il y a près d'un an pour aboutir à un référendum qui s'est tenu les 6 et 7 décembre. Avec une réponse forte et incontestable : non à 95% chez les étudiantEs, avec 15% de participation (environ 6% lors des élections habituelles) et 62% chez les personnels (enseignants et non enseignants) pour 53% de participation.

Le président retourne sa veste

Le président de l'UT2J, Daniel Lacroix, élu sur la liste FSU opposée au projet de fusion, s'était engagé à respecter le résultat du référendum. Cela ne l'a pas empêché d'opérer un formidable retournement de

veste lors du conseil d'administration (CA) du 12 décembre, où un vote sur « UNITY 2018 » était prévu.

Les usagers et les élus ont été informés la veille au soir que ce CA se tiendrait au rectorat, sous protection policière, et non sur le campus, afin d'éviter toute « perturbation ». Le vote s'est déroulé dans la précipitation, et bien loin de ce que prévoit le règlement : sans débats, sans passer par l'isoloir, l'ensemble des élus on été contraints de participer à cette mascarade à bulletin secret. Pour un résultat de 17 pour, 17 contre et une abstention! Le président, légalement détenteur d'une voix prépondérante, a alors dit au CA qu'il avait voté pour : la fusion est « majoritaire ».

Mobilisation générale

Lacroix s'est assis sur sa promesse – et sur la consultation dont il était lui-même

MACRON T'ES FOLITU
LES ÉTUDIANTS SONT DANS LA RUE!



CHARMAG

à l'origine. Sa majorité a d'ailleurs éclaté et il dirige désormais avec son opposition CFDT. Il apparaît que le projet, sans être porté par la communauté universitaire, l'est par des éléments qui lui sont extérieurs : entreprises et écoles dédiées à « l'excellence » se réjouissent déjà des débouchés que représente, pour elles, un pareil vote...

La suite immédiate de ces événements : une intersyndicale réunie en urgence, des assemblées générales organisées, 300 personnels présents le mercredi 13, 600 étudiants le jeudi 14, des appels à la grève et l'organisation d'une assemblée générale commune le mercredi 20. Bref, la promesse que le calme ne reviendra qu'une fois que nous aurons été entendus : retrait du projet IDEX et démission de Daniel Lacroix et de son CA!
Yazil Bendaoud



Les comités en action!

Ouistreham «Une soupe, un toit, tout le monde y a droit!» Étions-nous seulement 700, comme l'affirme *Ouest-France*, ou bien le millier compté par certains samedi 16 décembre dans les rues de Ouistreham? Une chose est sûre, dans ce petit port situé à 12 kilomètres de Caen (Calvados), le soutien aux migrantEs ne faiblit pas, bien au contraire.

Le lundi précédent, soir de conseil municipal, 300 personnes s'étaient déjà rassemblées devant la mairie pour protester contre les dernières déclarations du maire (LR) Romain Bail – des slogans annonçant la résiliation du sien se faisant largement entendre. Samedi, c'est depuis tout le département qu'on s'est déplacé. Un succès considérable quand on sait que la manifestation a été organisée en à peine 5 jours.



© NPA

C'est qu'il y a urgence. Le vent et la pluie verglaçante menacent directement les migrantEs de mort.

D'autant que les autorités les harcèlent. Face aux 180 migrantEs qui tentent de se glisser dans les ferries à destination de l'Angleterre, la gendarmerie et la police municipale n'hésitent pas à saisir les couvertures, le peu de linge de rechange ou les cartons qui leur servent d'abri, ou les imbiber de gaz lacrymogène pour les rendre inutilisables. Le maire oblige les agents municipaux à mettre à la poubelle ce que les flics ne détruisent pas.

Les migrantEs n'ont même pas un point d'eau pour se laver ou boire. Et pas la peine de compter sur la justice pour condamner le maire à en ouvrir un : les associations ont été déboutées de leur demande en référé au motif qu'elles n'avaient pas fait la preuve que la mairie avait supprimé les points d'eau! Par contre, avant même que cette justice se prononce, le squat ouvert par des soutiens a été délogé par les mêmes flics.

Une nouvelle manifestation se prépare pour la mi-janvier, avec l'ambition d'en faire une mobilisation régionale, voire au-delà. Samedi, nombre de participantEs n'étaient pas des habitués, mais des gens sincèrement indignés par le sort réservé à des être humains dont le seul tort est de chercher à se construire un avenir ailleurs que dans un Soudan du sud – c'est le pays d'origine de la plupart – ravagé par la guerre civile. Les flics n'auront pas forcément le dernier mot.

Paris 18^e Projection débat autour de *Bricks*.

Pour sa nouvelle soirée-débat jeudi 14 décembre, une intervention habituelle du comité 17^e-18^e du NPA, le comité avait invité Quentin Ravelli, réalisateur de l'excellent film documentaire *Bricks* sorti récemment en salle. À la confluence de différentes thématiques – crise des crédits immobiliers, effets dramatiques sur le logement des plus faibles, crise industrielle... –, le regard du réalisateur se porte sur la brique espagnole comme symbole de la faillite du pays. Villes devenues fantômes, politiciens en action, militantEs contre les expulsions... la projection de ce film très riche a précédé un débat tout aussi riche...

En présence d'une quinzaine de personnes, Quentin Ravelli, réalisateur sociologue, est revenu sur son travail, les raisons du choix de l'Espagne, la façon dont il a suivi les pas des différents protagonistes du film, la profondeur du mouvement de résistance aux expulsions, etc. Puis, au fil des interventions venues de la salle, il a rebondi sur les différentes thématiques : le parallèle avec ce qui se passe dans d'autres pays (Grande-Bretagne, France...), les débats et discussions stratégiques qui traversent ces mouvements de lutte, etc. Passionnant, malgré la petite déception concernant la fréquentation de la soirée.

Notre camarade, auteur du livre *Que faire de 1917?* (éditions Autrement), est revenu, devant une salle très attentive, sur les raisons pour lesquelles il était important pour nous de ne pas laisser les médias dominants étouffer la mémoire d'Octobre. Oui, il s'agissait bien d'une révolution et pas d'un putsch du parti bolchévique. Une révolution qui a mis en branle des millions de personnes, hommes et femmes, travailleurEs, soldatEs et paysanEs. Ces masses se sont auto-organisées dans des milliers de conseils (soviets) et ont commencé à prendre leurs affaires en main! Une vision à l'opposé de ce que les vainqueurs temporaires de l'histoire veulent nous faire croire quant au caractère minoritaire de cet événement, qui a pourtant façonné un siècle d'histoire et de conquêtes sociales à travers le monde.

Mais si nous nous revendiquons de la révolution d'Octobre, cela ne nous empêche pas, à la lumière de cette expérience, d'en tirer des bilans critiques. L'incapacité à étendre la révolution à d'autres pays, notamment en Europe occidentale, la limitation des libertés politiques, la répression contre toute forme d'opposition et la montée du stalinisme ont participé de la contre-révolution bureaucratique. La question posée est donc : comment, dans un processus révolutionnaire à venir, pourrions-nous éviter de tomber dans les mêmes écueils? Le pluralisme politique et la compréhension de ce qui est bien aux travailleurEs, et non aux partis, de diriger la société, sont essentiels. Mais dans la dynamique même des cadres d'auto-organisation, des processus de bureaucratisation peuvent apparaître. La rotation des mandats et leur limitation dans le temps, l'absence de privilèges matériels sont des pistes utiles et vitales pour l'avenir de la révolution.

Les 100 ans de la Révolution d'octobre fêtés à Toulouse

Ce samedi 16 décembre, à l'initiative du NPA 31, près de 400 personnes se sont retrouvées salle San Subra à Toulouse pour fêter le centenaire de la première révolution sociale victorieuse de l'histoire. C'est Olivier Besancenot qui a animé la discussion.



En bref, un moment politique riche, partagé avec une salle composée de jeunes, de syndicalistes, de militantEs associatifs ou politiques et de curieux qui ont été attentifs à la campagne de Philippe Poutou l'an passé. Ceci est la démonstration que cette page de l'histoire du mouvement ouvrier, et les bilans que nous pouvons en tirer, peuvent



trouver un écho à l'intérieur d'une nouvelle génération militante qui n'a pas renoncé à renverser le capitalisme!

La soirée s'est terminée par un concert endiablé emmené par le Sidi Wacho Sound System de Saïdou (Ministère des affaires populaires – MAP) qui a fait venir pour l'occasion à Toulouse un groupe Hip Hop/Cumbia chilien (Hentrenamiento) et un duo acoustique de Montpellier.

Correspondant

L'Anticapitaliste la revue
Le n°93 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

En images

Ce samedi 16 décembre, lors de la manifestation pour l'ouverture des frontières à Menton, plusieurs dizaines de camarades du NPA, dont notre porte-parole Philippe Poutou, étaient présents au côté des migrantEs.



Cinéma

Star Wars (épisode VIII) : les Derniers Jedi

On l'a attendu, on l'a vu... mais on est déçu. Pourtant, l'impatience était grande depuis le très réussi Réveil de la force.

CertainEs fans avaient vu dans ce précédent épisode un remake rapide de la trilogie, mais il avait la qualité de revenir à ce qui faisait la force de la saga, et aussi d'ouvrir des portes pour le futur... que les Derniers Jedi prend un étonnant et malin plaisir à fermer les unes après les autres.

Idéologie hyper-manichéenne

C'est d'autant plus étonnant que les critiques de presse sont dithyrambiques. Étonnant car si les effets spéciaux sont soignés, si les décors sont magnifiques et qu'esthétiquement tout est là, on ne peut pas en dire autant ni du scénario, qui a bien des difficultés à tenir la route, ni de l'idéologie hyper-manichéenne dans ce huitième volet. Certes nous sommes dans Star Wars mais, alors que Rogue One nous avait permis d'espérer quelques subtilités, là aussi on repart bredouille.

Bien sûr, on est ravi de retrouver l'univers Star Wars. Les créatures nouvelles et anciennes sont magnifiques, les couleurs resplendissantes, les combats très esthétiques.

Question humour, le film en fait des tonnes, on a parfois l'impression de ne plus savoir dans quel film nous sommes. Alors que l'épisode VII nous dépeignait un Premier Ordre fascinant, ici il est réduit presque à un gag : Kylo Ren est ridicule pendant toute la dernière bataille, Hux est un clown, ne parlons même pas de Snoke. On attendait des révélations à son propos, mais en deux heures et demie, il n'y aura rien à se mettre sous la dent de ce côté-là. On espérait quand même avoir quelques péripéties géostratégiques sur le combat entre le Premier Ordre, qui est le résidu de l'Empire, et la République, qui a totalement disparu après la destruction de sa planète-capitale, mais la question n'est même pas évoquée. Quant aux forces productives qui ont permis au Premier Ordre de devenir aussi puissant, aucune idée non plus.



Des personnages féminins qui tiennent la route

On a plaisir à voir Rey en héroïne forte, et de ce côté-là on sera servi : entre Leia, Holdo, Rose, sa sœur Paige et toutes les femmes pilotes, chefs de vaisseaux... et des piques sur l'attitude des mecs qui bougent et tirent dans tous les sens mais ne produisent rien de constructif (il faut dire que les plans de Poe et de

Finn sont toujours aussi inefficaces). Star Wars nouvelle génération est décidé à imposer des personnages féminins qui tiennent la route. Mais les relations entre les personnages sont toujours aussi superficielles que dans l'épisode VII. Là encore tout ou presque se passe en une journée (16 heures de carburant) et pourtant des personnages qui viennent de se rencontrer entretiennent des relations très profondes (Rose/Finn).

Quant à la nouvelle relation de Rey avec Luke, décidément il semble qu'il y ait absolument besoin de trouver à Rey une figure paternelle, bien que celui-ci ne lui apprenne rien. Alors que le débat sur ses origines se termine en queue de poisson... La vraie force du film aurait pu être le personnage de Kylo Ren, après le meurtre de son père dans l'épisode VII et avec la relation télépathique qu'il entretient avec Rey. Mais là aussi on est déçu. Car le lien est vite avorté pour le transformer en une pâle copie de Dark Vader. L'épisode VIII a bien des difficultés à nous présenter des personnages un peu ambigus : au lieu de relations complexes, il n'y a que des manipulations. L'introduction du

bandit DJ joué par Benicio del Toro est dans la même veine.

Il y a bien une critique sur les vendeurs d'armes qui s'enrichissent pendant que d'autres triment, mais côté politique, le film reste très faible.

En attendant le retour de J. J. Abrams

Et au final, quel bazar ! Avec toutes les idées présentes dans le plus long film de la saga (2h30), on aurait pu faire deux films... Ça bataille dans tous les coins, ça se déplace de planète en planète, l'action est au rendez-vous, mais du coup aucun point n'est travaillé en profondeur. On espérait que Luke avait acquis une grande sagesse et transmettrait toutes ses connaissances à Rey, mais ce n'est pas gagné... Sans parler d'une ou deux scènes où — cette étrange possibilité avait été inaugurée dans le Réveil de la force — les héros respirent dans l'espace. On aime la science-fiction, mais il y a quand même des limites !

Un opus qui donne envie de revoir Rogue One et les épisodes III à VII... en attendant le IX et le retour de J.J. Abrams à la réalisation.

Antoine Larrache et Mimosa Effe

Cinéma

Un homme intègre, de Mohammad Rasoulof

Reza est un modeste éleveur de poissons rouges. Il a quitté Téhéran pour s'installer à la campagne avec sa femme, directrice du lycée local, et son jeune fils. Il n'aspire qu'à vivre tranquillement.

Mais ce n'est pas possible : il s'est endetté, et la société de distribution d'eau veut mettre la main sur son terrain. En versant des pots-de-vin, en pliant l'échine devant les corrompus, il pourrait s'en tirer. Comme il refuse, sa vie et celle de sa famille deviennent un enfer.

Un régime gangréné par la corruption

Mohammad Rasoulof montre que la corruption qui gangrène le régime des mollahs est généralisée, y compris au fin fond de la province. En filigrane, le film trace aussi le portrait d'une



génération : Reza a quitté Téhéran pour refaire sa vie après des démêlés avec le régime, son ami le plus proche

est en prison, un autre fait carrière dans la finance, son beau-frère fait la part du feu. Le dénouement du film, plein de suspense, est plus ou moins vraisemblable mais porte un message fort : si Reza semble s'en tirer, c'est qu'il a su se montrer aussi salaud que les salauds.

Dans un État comme l'Iran, tous les cinéastes sont confrontés au problème de la censure et s'en accommodent de diverses façons. Rasoulof obtient difficilement des autorisations de tournage ; ses films sont quasiment invisibles dans son pays. Sa situation est certes bien plus confortable que celle des syndicalistes iraniens pourchassés par le régime. Néanmoins, condamné à six ans de prison pour « actes et propagande hostiles à la République » (peine réduite à un an), il est en liberté conditionnelle.

Henri Wilno

Romans

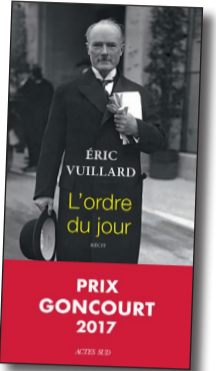
L'ordre du jour, d'Éric Vuillard

Actes Sud, 160 pages, 16 euros.

Le prix Goncourt de cette année n'a sans doute pas besoin de publicité. Pourtant, il nous est difficile de ne pas en dire quelques mots.

Le récit part d'une réunion « secrète » de 24 capitalistes allemands, avec des dirigeants nazis, en février 1933, donc juste après l'avènement d'Hitler. Ils sont tous là, les Krupp, Siemens, Opel, les dirigeants de Varta, IG Farben, Telefunken... pour financer le parti nazi : « un épisode assez ordinaire de la vie des affaires, une banale levée de fonds ».

Puis le récit nous amène à d'autres rendez-vous, dresse d'autres portraits de ces années 1933-1938, racontant avec beaucoup d'ironie l'hypocrisie, les mensonges, la médiocrité des dirigeants des « démocraties » anglaise ou française face à Hitler, qu'ils laisseront tranquillement établir son pouvoir et préparer la guerre, décrivant notamment l'annexion de l'Autriche. Retour à la fin sur Krupp et les autres patrons qui vont exploiter la main-d'œuvre des camps de concentration. Les années vont passer et le soutien aux nazis apporté par ces gens respectables sera volontairement effacé, l'histoire réécrite. Un livre efficace.



Rue Monsieur-le-Prince, de Didier Castino

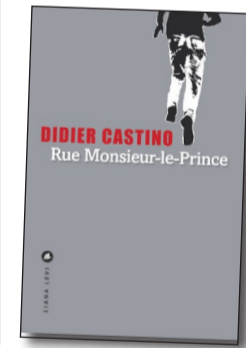
Éditions Liana Levi, 208 pages, 17,50 euros.

Le personnage du roman se rappelle de sa jeunesse, de ses années d'études et des manifestations pendant le mouvement contre la loi Devaquet.

Un personnage qui se souvient de la mort de Malik Ousseki, tué par la police le 5 décembre 1986, un jour de manifestation à Paris, par les voltigeurs de Pasqua, alors ministre de l'Intérieur. L'auteur nous raconte les moments qui précèdent, les circonstances de cette mort atroce, l'acharnement des policiers qui l'ont battu à mort, les mensonges de l'État, cette injustice jamais réparée, à partir des faits tels qu'ils sont connus mais aussi en imaginant les derniers instants de la vie de Malik et de sa mère qui l'attend, inquiète, à la maison. Ce roman à la mémoire de Malik rend aussi hommage à ces nombreux jeunes tués par la police depuis des années, victimes du racisme, des violences policières, avec à la fin, plus de

3 pages de noms : « la plupart seront français, mais leurs noms, leurs visages, leurs sourires, leurs paroles les rendront étrangers et c'est peut-être pour cela qu'ils seront morts, pour cela qu'on pourra en dresser l'inventaire, on se dira oh là là ça fait beaucoup de noms tout ça, des pages entières, des murs entiers. On se tiendra silencieux, les yeux grands ouverts, devant autant de monde. »

Philippe Poutou



Essai

Où atterrir ? Comment s'orienter en politique, de Bruno Latour

Éditions La Découverte, 160 pages, 12 euros.

Dans son dernier livre, Bruno Latour, historien des sciences, présente quelques pistes de réflexion au sujet de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et de sa signification quant aux rapports de forces politiques.

De manière ironique, Latour remercie Trump d'avoir clarifié la situation : « Ce que le militantisme de millions d'écologistes, ce que les alertes de milliers de scientifiques, ce que l'action de centaines d'industriels n'ont pu obtenir, ce sur quoi même le pape François n'a pas su attirer l'attention, Trump en a été capable : tout le monde sait maintenant que la

question climatique est au cœur de tous les enjeux géopolitiques et qu'elle est directement liée à celle des injustices et des inégalités. »

Vers un capitalisme autoritaire ?

Bruno Latour propose de relier les attaques des climato-sceptiques aux États-Unis à deux autres phénomènes : la dérégulation effrénée, autrement appelée

« globalisation », et l'explosion des inégalités sociales. D'après lui, l'élection de Trump annoncerait une nouvelle période politique mettant un terme à celle d'une mondialisation présentée comme l'horizon heureux de toute l'humanité. Avec Trump, une partie des élites serait arrivée à la conclusion qu'il n'y a plus de place pour tout le monde et qu'il faut arrêter de faire semblant.

Progressivement, face aux mises en garde des scientifiques et des militantEs écologistes, une partie des élites, notamment étatsuniennes, auraient bien cerné les enjeux autour du climat et du danger que cela représente. Mais plutôt que de résoudre le problème, ils auraient préféré s'organiser pour mieux le dénier. D'après Latour, on serait donc en train de passer d'une phase de développement libérale du capitalisme, en tout cas dans les discours, à une phase plus autoritaire. C'est ce qui permet par exemple d'expliquer la centralité du climato-scepticisme et du racisme dans le discours de Trump. À l'échelle mondiale, cette nouvelle période serait aussi marquée par d'autres phénomènes : la montée du Front national en France et plus largement des partis « populistes », le Brexit, l'amplification

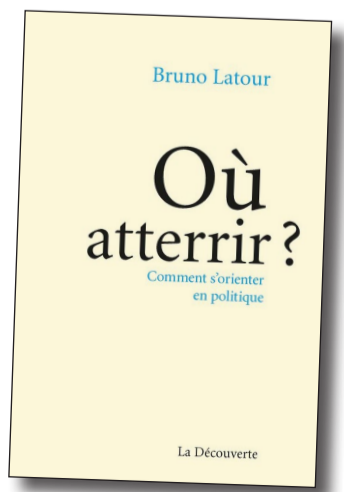
des migrations dans l'ensemble du monde, notamment en raison du climat, etc.

Quels débats structurant pour demain ?

La suite de l'essai est un peu plus théorique. Latour note que, jusqu'alors, les débats structuraient souvent le champ politique autour d'une tension entre le local et le global, où le global était systématiquement vu comme une source de progrès. Désormais, la question écologique pose les débats en d'autres termes. C'est pourquoi Bruno Latour propose le concept de « terrestre », qui permet de renouer avec les actions locales, ou la notion de territoire (chère aux Zadistes), sans pour autant tomber dans le rejet de l'autre et se couper du reste du monde. On pourra regretter l'absence de perspective réellement militante

chez l'auteur, et l'aspect parfois un peu abstrait des discussions. Mais cet essai reste très intéressant en ce qu'il nous invite à réfléchir autrement et à ouvrir certains débats.

Yannick Delion



Allons-y. Une bonne ordonnance, c'est celle qui guérit, pas celle qui tue ? Vous êtes persuadés que la crise ouverte en 2007-2008 va rebondir et que la « reprise » est en trompe-l'œil ? Vous n'avez pas donné une voix de plus à Marine le Pen au second tour de l'élection présidentielle ? Et vous pensez que son accession au Château ne relève plus de la science-fiction ? Pour vous, l'état d'urgence est social, démocratique et climatique ? Vous pensez que la véritable saleté n'est pas celle, salvatrice et édifiante, produite par la grève victorieuse des salariéEs du nettoyage de la société Onet, mais la manière dont ils et elles sont traités comme tant d'autres travailleurEs ? Vous considérez que le véritable désordre n'est pas produit par les zadistes de NDDL mais par les ravages écologiques, le gaspillage économique et l'inutilité sociale du projet de nouvel aéroport ? Vous refusez également toutes les grandes messes sportives qui sont elles aussi de grands projets, abrutissants et malsains pour le cœur et l'esprit, prédateurs de la richesse collective, asservisseurs des travailleurEs comme sur les chantiers des stades au Qatar, objets d'opérations politiques et idéologiques d'ampleur ? Vous êtes exaspérés par le matraquage idéologique autour du sport, des exploits et records, et vous êtes persuadés que les véritables héros et héroïnes sont ailleurs, ou peut-être qu'il n'en existe aucun ? Bachar el-Assad, Daech, Erdogan, pétromonarchies, Iran, Égypte : vous pensez que la France participe avec tous ces affreux au chaos du Moyen-Orient ? Le simple fait de voir des militaires et des policiers partout ne vous rassure pas, tout au contraire ? Plus profondément, vous êtes exaspérés et vous vous sentez humiliés par cette « culture de la sécurité » qui consiste à être systématiquement et inutilement fouillés à l'entrée d'innombrables bâtiments et commerces, afin de nous habituer au harcèlement policier et nous faire intérioriser une dépossession de l'espace public pour toutes nos luttes et même notre vie quotidienne ? Vous pensez que les exploitésEs et les opprimésEs sont aujourd'hui dépourvus d'une représentation politique conséquente ? LuxLeaks, SwissLeaks, Panama Papers, Paradise Papers... et on nous dit qu'il faut « faire des efforts » ? ! Vous rejetez le social-chauvinisme et l'égoïsme de Mélenchon, mais vous pensez qu'il faut s'adresser à ses électeurEs et ses militantEs ? Lesclaffe grotesque

SOUSCRIPTION DU NPA

Une seule bonne raison de donner !

Comme chaque année, jouons un peu. Cherchez bien... elle doit être là, et vous avec !

NPA

Tout est bon dans notre souscription !

SOUTENEZ LE NPA

SOUSCRIPTION 2017
SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

le dispute chez vous à l'effroi devant l'infâme bouffon Donald Trump, et tout ce qu'il charrie de sociopathie, de vulgarité, de brutalité, et d'arrogance de classe ? De la Grèce à la Catalogne en passant par le Brexit et le sort réservé aux migrantEs, vous pensez que l'Europe bourgeoise est condamnée, et qu'il vaudra mieux la remplacer par des États socialistes d'Europe que par une meute d'États poutiniens ? Vous pensez que l'islamophobie pourrait être au présent ce que l'antisémitisme fut à certaines heures du 20^e siècle ? Vous ne pleurez pas seulement les mortEs quand ils et elles sont français, ou à tout le moins « occidentaux » ? Parce que les sans-papiers ont raison : y'en a marre, y'en a marre... Dans toutes ces raisons, si vous n'en trouviez qu'une, c'est la bonne pour donner au NPA.

La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé : **vous donnez 3€, le parti en reçoit 3, l'État vous en reverse 2 !**

Moyennant un peu de patience avant le remboursement : **vous pouvez donc multiplier votre don par 3**

DON EN LIGNE :

<https://souscription.npa2009.Org>

ADRESSE POUR ENVOYER VOS CHÈQUES :

Npa souscription - 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil

ORDRE POUR VOS CHÈQUES :

Npa souscription

LIMITE DE DATATION ET D'ENVOI :

Avant le 31 décembre à minuit

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque : **précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port**

Si deux noms apparaissent sur le chèque : **précisez à qui imputer le don**

Vu ailleurs

Le Monde TRUMP PURGE LE VOCABULAIRE.

L'administration Trump a établi une liste de mots et d'expressions qui ne doivent plus être utilisés par les organismes de recherche et les agences placés sous la tutelle du ministère américain de la santé et des services sociaux. Dans ses éditions du vendredi 15 et du samedi 16 décembre, le Washington Post a révélé que les termes « fœtus », « transgenre », « vulnérabilité », « diversité », « prérogative » ou encore « fondé sur la science » (« science-based » en anglais) seraient désormais interdits d'usage dans les documents officiels produits par les agences fédérales de santé et de recherche biomédicale comme les Centers for Disease Control and Prevention (CDC). (...) L'information est sortie après une réunion interne de cadres des CDC, le 15 décembre, convoquée après que les documents sur le budget 2019, transmis par les CDC à leur ministère de tutelle, ont été retournés par celui-ci émaillés de corrections. Celles-ci précisaient que certains termes ne devaient pas être utilisés car considérés comme « controversés ». Certains programmes de recherche ne pouvant contourner les mots interdits pourraient ainsi être de facto non finançables. Interrogés par le Washington Post, d'autres organismes de recherche biomédicale et agences fédérales de santé se sont vus intimer les mêmes directives.

Certaines pages du site web du ministère américain de la Santé, mentionnant par exemple les droits de la communauté LGBT, ont été récemment supprimées et archivées. Le Washington Post rappelle qu'en mars, des questionnaires d'enquêtes sanitaires conduites par les services du ministère sur des personnes âgées ont été modifiés, supprimant les questions sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre des individus interrogés.

L'administration Trump intensifie ainsi l'instauration d'un contrôle idéologique étroit sur la recherche médicale ou scientifique. Dès l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche, toutes les pages consacrées au réchauffement ont été supprimées du site de la présidence. De même, le portail sur le climat hébergé sur le site Web de l'Agence de protection de l'environnement a disparu dans les mois qui ont suivi l'arrivée de M. Trump à la Maison Blanche.

Stéphane Foucart, « "Transgenre", "fœtus"... l'administration Trump interdit des mots aux agences de santé », le Monde, 18 décembre 2017.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 10 € <input type="checkbox"/> 20 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org

L'image de la semaine

LA SOLIDARITÉ, CE N'EST PAS QU'À NOËL, C'EST TOUTE L'ANNÉE !

SANS PAPIERS EN GREVE!

PRÉCAIRES DE BOUT!

PRÉPARONS LES RÉPONSES POUR 2018

UN TOIT C'EST UN DROIT!

SOUSCRIPTION NPA

ELLE FINANCE LES LUTTES: N'OUBLIE PAS LA SOUSCRIPTION!